



L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION / DIMANCHE 4 FEVRIER 2024 / N°741 / PRIX 20 DA / Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

RETRAIT DU MALI DE L'ACCORD D'ALGER
WASHINGTON EXPRIME SES REGRETS

Lire en page 3



IL PREND PART À LA 2^E ÉDITION DU SALON MONDIAL DE DÉFENSE
CHANEGRIHA EN VISITE OFFICIELLE EN ARABIE SAOUDITE

Lire en page 3



LE SAHEL, FUTUR TERRAIN DU JEU STRATÉGIQUE DES PUISSANCES

QUI CHERCHE À DISQUALIFIER L'ALGÉRIE DE SON RÔLE DE « STABILISATEUR » DE LA RÉGION ?

Lire en page 3



FRAPPES MASSIVES AMÉRICAINES EN SYRIE ET EN IRAK

LE MOYEN-ORIENT AU BORD DE L'EMBRASEMENT

Lire en page 4



ILS DISPOSENT DE SUFFISAMMENT DE PREUVES DOCUMENTÉES SUR DES CRIMES DE GÉNOCIDE À GHAZA

DES AVOCATS ALGÉRIENS DÉPOSENT PLAINTÉ À LA CPI

Lire en page 16





LE GÉNOCIDE SIONISTE CONTINUE : PLUS DE 100 PALESTINIENS ENCORE TUÉS À GAZA

Le bilan s'élève à 27 131 morts



Au moins 112 Palestiniens ont été tués et 148 autres blessés au cours des dernières 24 heures, alors qu'Israël poursuit sa guerre contre la bande de Gaza, a annoncé vendredi le ministère de la Santé de l'enclave.

"L'occupation israélienne a commis 13

massacres contre des familles dans la bande de Gaza, faisant 112 morts et 148 blessés au cours des dernières 24 heures", a indiqué le ministère dans un communiqué.

"De nombreuses personnes sont toujours coincées sous les décombres et sur les routes car les sauveteurs ne sont pas parvenus à les atteindre", ajoute la même source.

Faisant fi de la décision provisoire de la Cour internationale de Justice, Israël poursuit ses attaques contre l'enclave assiégée où au moins 27 131 Palestiniens ont été tués, pour la plupart des femmes et des enfants, et 66 287 autres blessés depuis le 7 octobre, selon les autorités palestiniennes.

Israël bombarde la bande de Gaza depuis une attaque surprise du Hamas, qui, selon Tel Aviv, a tué près de 1 200 personnes

PARIS : UNE ATTAQUE AU COUTEAU DANS UNE GARE

Au moins trois personnes ont été blessées, dont une grièvement

Une attaque au couteau a eu lieu à la gare de Lyon hier, 3 février, selon le média français BFMTV auprès de la préfecture de police. Les faits se sont produits aux alentours de 8 heures.

Les forces de l'ordre sont rapidement intervenues, et une personne a été interpellée. Au moins trois personnes

ont été blessées, dont l'une grièvement, prise en charge en urgence absolue. Selon les premiers éléments, l'homme est un homme originaire du Mali, né en 1992, qui a présenté aux policiers un permis de conduire italien, indique une source proche du dossier à BFMTV.

DJELFA : UN ACCIDENT DE LA CIRCULATION FAIT NEUF BLESSÉS

Un accident de la circulation qui a eu lieu vendredi en début de soirée à la sortie de la ville de Djelfa a fait neuf blessés avec différents degrés de gravité, a-t-on appris auprès des services de la Protection civile. L'accident, qui s'est produit au lieu-dit Oued Lehdid, a impliqué un véhicule utilitaire qui s'est renversé sur un important axe routier à la périphérie de la ville de Djelfa, précisent les secouristes qui ont déployé d'importants moyens, indique le chargé de communication de la direction de la Protection civile de la wilaya, le lieutenant Abderrahmane Khader. Les neuf victimes de cet accident, dont l'âge varie entre 18 et 24 ans, ont été évacuées vers l'hôpital de la ville, précise la même source. Les services de sécurité ont de leur côté ouvert une enquête pour déterminer les causes de ce sinistre.

UNE SECOUSSE TELLURIQUE DE MAGNITUDE 3,4 DEGRÉS À TIZI OUZOU

Une secousse tellurique de magnitude 3,4 degrés sur l'échelle de Richter a été enregistrée samedi à 03h12 mn dans la wilaya de Tizi Ouzou, indique le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG), dans un communiqué. L'épicentre de la secousse a été localisé à 3 km au sud de Beni Yenni.

GUERRE EN UKRAINE :

Pour la première fois, la Chine déclare officiellement «soutenir» la Russie



Sur le dossier ukrainien, la diplomatie chinoise avance prudemment sur une ligne de crête depuis l'opération russe du 24 février 2022 en Ukraine. D'un côté, elle affiche publiquement sa neutralité dans le conflit et plaide pour un cessez-le-feu. De l'autre, elle dénonce les ingérences dont seraient coupables les Occidentaux et approfondit toujours plus étroitement sa coopération avec Moscou.

Le 31 janvier, cette prudence était pourtant peu perceptible lors de la première apparition publique du nouveau ministre de la Défense chinois, Dong Jun, qui a échangé en vidéoconférence avec son homologue russe, Sergueï Choïgou.

« Nous vous soutiendrons sur le dossier ukrainien même si les États-Unis et l'Europe continuent de faire pression sur la Chine, même si la coopération militaire entre la Chine et l'UE a souffert », a annoncé Dong Jun, en poste depuis le 29 décembre après une période de plusieurs semaines pendant laquelle Pékin ne disposait pas de ministre de la Défense à la suite du limogeage de Li Shangfu, fin octobre.

« Mais nous n'abandonnerons pas et ne changerons pas notre politique, et ils ne pourront pas entraver la coopération entre la Russie et la Chine », a mis en garde l'ancien chef de la marine chinoise.

TURQUIE : 7 PERSONNES SOUPÇONNÉES D'AVOIR TRANSMIS DES INFORMATIONS AU MOSSAD, ARRÊTÉES

En janvier, 33 personnes ont été inculpées en Turquie pour des liens présumés avec le Mossad. En effet, 7 personnes ont été arrêtées vendredi dernier, dans le pays, soupçonnées d'avoir transmis des informations au Mossad, a rapporté la BBC. Les arrestations ont eu lieu après un raid mené à

Istanbul et à Izmir par l'Organisation nationale turque du renseignement (MIT). En Turquie, les arrestations n'ont pas été officiellement annoncées, mais dans divers rapports, ils ont mentionné que le MIT avait découvert que les services de renseignement israéliens utilisaient des détectives privés

pour suivre les suspects soupçonnés d'appartenir au Hamas, les photographier et les surveiller. L'opération marque un autre coup significatif contre le réseau du Mossad en Turquie, à l'instar d'une opération similaire qui avait eu lieu en décembre 2023, entraînant des poursuites judiciaires contre 68

personnes. Au cours de ces opérations simultanées, la police a interpellé sept des neuf suspects recherchés avec des mandats. Deux autres avaient été arrêtés auparavant. L'enquête a révélé que le Mossad traquait ses cibles en Turquie grâce à des détectives privés qui effectuaient des missions de collecte

d'informations biographiques, surveillance, investigation, documentation photo/vidéo, suivi en direct et installation de dispositifs de suivi. L'enquête, toujours en cours, menée par le bureau du procureur en chef d'Istanbul, a identifié neuf individus liés au service de renseignement israélien.

Quels sont les pays qui vendent le plus d'armes à Israël ?

Tel-Aviv possède son propre complexe militaro-industriel qui en fait une puissance d'envergure au Moyen-Orient. Toutefois l'État hébreu a besoin de se fournir en équipements dans certains domaines comme l'aviation. L'Amérique, principal allié de Tel-Aviv que cela soit politiquement, économiquement mais surtout militairement, n'est pas le seul fournisseur d'armes à Israël. Israël est presque une anomalie dans le monde puisque, en dépit de sa faible population et de sa petite taille terri-

toriale, cette entité est une puissance régionale et possède un complexe militaro-industriel important qui n'a d'égal que l'Iran au Moyen-Orient. Tsahal développe et produit des armements de pointe aussi bien dans le domaine des armes légères, des chars d'assaut, des missiles ou encore des drones, et demeure une grande exportatrice d'équipements militaires ; elle a vendu pour plus de 11,5 milliards d'euros d'armes à différents pays tels que l'Inde, l'Azerbaïdjan ou encore les Philippines.

Contrairement aux géants de la défense tels que la Russie et les États-Unis, Israël n'est pas en mesure de développer et de produire tous les armements de son armée de manière indépendante. C'est pourquoi Tel-Aviv achète, et achète beaucoup. Selon les chiffres compilés par l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), l'Allemagne a représenté 6,9% des achats d'armes israéliens au cours de la même période, l'Italie arrivant en troisième position avec 1%. En d'autres termes,

selon les calculs du SIPRI, entre 2017 et 2021, trois pays seulement ont représenté 99,9% des importations d'armes du pays du Moyen-Orient. Les appareils américains dominent la flotte israélienne d'avions utilitaires, de renseignement électronique, de transport et de ravitaillement en vol, ainsi que ses stocks d'hélicoptères, notamment le Bell AH-1 Cobra, le Boeing AH-64 Apache et les gammes d'hélicoptères de combat et de transport Sikorsky CH-53 et S-70.

L'EXPRESS

Quotidien national d'information
édité par la
SARL ADRA COM

Adresse : Maison de la
presse Abdelkader safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger
Tel/FAX Administration
et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION:

ZAHIR MEHDAOUI

zahir.mehdaoui1969@gmail.com

Email:

redaction@express-dz.com

Site Web:

www.lexpressquotidien.dz
/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur
de l'administration
et des finances
NOURDINE BRAHMI
Service-pub@expressquotidien.dz

**Impression SIA
Alger Bab Ezzouar**

**«POUR VOTRE PUBLICITÉ
S'ADRESSER À:**

**L'Entreprise Nationale
de communication d'Édition
et de Publicité» Agence
ANEP 01, Avenue Pasteur Alger**

Tel : 021 73 71 28 / 021 73 76 78
/ 021 74 99 81

Fax : 021 73 95 59

Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

SA DIPLOMATIE, UN SOUTIEN FACE AUX ZONES D'INFLUENCE
DES DIFFÉRENTES PUISSANCES

L'Algérie veut la paix et la stabilité à ses frontières

Le ministre des Affaires étrangères, Ahmed Attaf, est arrivé, hier matin, à Tripoli (Libye), en qualité d'Envoyé spécial du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et a remis au président du Conseil présidentiel libyen, Mohamed Younes El-Menfi, un message du Président algérien

Les contorsions de la guerre en Ukraine et à Gaza font des répliques dangereuses dans la région maghrébo-sahélienne. Des entités-liges font le travail pour mener à un « chaos programmé ». Acteur majeur de la région, Alger entame de larges consultations avec son voisinage afin de contrecarrer les plans de nuisances et éloigner le spectre d'une machination insidieuse, dont les fils conducteurs et les sous-traitants sont, aujourd'hui, clairement identifiés.

C'est dans ce souci que le ministre des Affaires étrangères, Ahmed Attaf, est arrivé, hier matin à Tripoli (Libye), en qualité d'Envoyé spécial du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et a remis au président du Conseil présidentiel libyen, Mohamed Younes El-Menfi, un message du Président algérien. La rencontre a été « une occasion de passer en revue l'état et les perspectives des relations algéro-libyennes, et de saluer les

liens historiques, fraternels et de solidarité enracinés entre les deux pays et peuples frères », indique un communiqué du ministère.

« Les deux parties ont évoqué, en outre, plusieurs dossiers régionaux et internationaux d'intérêt commun, en tête desquels la cause palestinienne, les développements de la situation dans la bande assiégée de Ghaza, ainsi que les derniers développements sécuritaires et politiques dans la région sahélo-sahélienne », lit-on dans le communiqué. Pour la situation en Libye, pays frère, M. Attaf a réitéré « la disposition de l'Algérie à contribuer, de par sa position au sein du Conseil de sécurité, à défendre les préoccupations et les priorités des frères libyens, en vue d'accélérer la réalisation d'une solution libyo-libyenne à même de mettre fin définitivement à la crise », précise le communiqué. Au terme de l'audience, « le président du Conseil présidentiel libyen a chargé le ministre Ahmed Attaf de

transmettre ses salutations et son estime à Monsieur le Président de la République, ainsi que sa volonté de le rencontrer prochainement, dans l'espoir de poursuivre ensemble la coordination au mieux des intérêts et des aspirations des deux pays et peuples frères », conclut le communiqué.

Cette visite participe à la consolidation des liens de fraternité, de solidarité et de coopération entre l'Algérie et la Libye et à la préservation et au renforcement des traditions de concertation et de coordination au service des intérêts des deux pays et peuples frères et de la stabilité de la région et de son voisinage.

Avant le périple libyen, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, était à Tunis, où il a été reçu, vendredi, en qualité d'Envoyé spécial du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, par le président de la République tunisienne, pays frère, M. Kais

Saïed, à qui il a remis un message écrit de son homologue, le Président Tebboune. Attaf a également eu des discussions bilatérales avec son homologue tunisien, Nabil Amar, et ce, dans le cadre de la visite de travail qu'il effectue en Tunisie. Les deux ministres ont souligné, en outre, "l'importance accrue accordée actuellement au dossier du développement et de la promotion des régions frontalières qui constituent les premiers points de cohésion entre les deux peuples frères", ajoute la même source. « La rencontre a permis par ailleurs, d'examiner les derniers développements sur le plan régional, dans la région du Sahel, à propos de laquelle les deux ministres ont souligné la convergence des positions des deux pays », réaffirmant leur volonté de « poursuivre et de renforcer la coordination sur différents plans au service des objectifs de la paix et de la sécurité dans la région ».

I.M.A.

LE SAHEL, FUTUR TERRAIN DU JEU STRATÉGIQUE DES PUISSANCES

Qui cherche à disqualifier l'Algérie de son rôle de « stabilisateur » de la région ?

Si on commence par énumérer les événements qui ont secoué la triple région maghrébo-saharo-sahélienne, l'on s'aperçoit distinctement que leur concentration dans ce continuum spatio-temporel a, sans contredit, obéi à une logique du « big reset ». Beaucoup d'analystes ont très vite applaudi les coups d'Etat qui ont destitué les présidents élus au Burkina Faso, au Mali, puis au Niger. Alors que, à ce stade de la stratégie, il fallait rester sobre et continuer à observer. Plus on plaçait les puzzles à leur place, plus l'ensemble de l'image devenait plus clair. Plus complexe qu'un jeu de Monopoly, on construisait par-ci et on détruisait par-là, pour arriver, au final, à quelque chose d'inédit. C'est toute la magie stratégique de la grande réinitialisation. Lorsque l'Otan a décidé, il y a quelques mois, d'intégrer le Sahel dans l'agenda de ses priorités, l'information était passée sur les analystes comme passe l'eau sur les plumes d'un canard. Pourtant, l'écho qui s'en dégageait relevait de lui-même toute son importance. Le jeu émirati au Soudan, au Mali, en Mauritanie et au Maroc n'a échappé à personne ; son aéroport secret, en plein désert, a été utilisé comme rampe de lancement par des mercenaires dont l'agenda politique est incompatible avec celui de l'Algérie ; sa mainmise sur l'or du Soudan et du Mali, à moindre coût, en avait fait une des places mondiales du marché de l'or ; Niamey et Bamako qui « bombent soudainement le torse » envers le grand frère du Nord ; la récente fausse Alliance Atlantique, une réunion au Maroc sans lendemain, programmée pour ses « effets d'annonce » ;

les « armées terroristes », à qui on a ouvert un « large couloir » menant d'Irak et de Syrie, à la Tripolitaine, au Fezzan, puis au Grand Sahara, étaient autant de données à prendre en ligne de compte. Les « Accords d'Abraham » n'ont pas commencé avec Trump, car, avant sa chute, le général Omar el-Béchir avait clairement dit qu'on lui a demandé de « normaliser » avec Israël pour rester en poste. La suite on la connaît. Comme on connaît au détail près les soutiens de Mohamed Dahmane Doglo « Hametti », qui bénéficie des largesses émiraties et israéliennes, en hommes et en argent, en contrepartie de quoi il envoie tout l'or du Soudan à Dubaï (phagocytée par les hommes d'affaires israéliens) et tout son personnel militaire pléthorique dans les guerres émiraties, eux-mêmes sous-traitants d'autres guerres, au profit d'autres puissances. Et c'est parce qu'il en sait un peu trop sur les manigances de ces entités de nuisance, ainsi que sur l'utilisation en Libye du maréchal Khalifa Haftar, en relation avec Dubaï, Tel Aviv et Hemetti,

que le général Al Borhane a été mis en minorité et qu'on cherche aujourd'hui, à le discréditer.

Jusqu'à une date récente, c'était l'Algérie qui jouait le rôle de « stabilisateur » de la région, manœuvrant par-ci pour faire réussir une médiation, solutionnant à l'amiable une intercession par-là, avec les diverses étapes des plans de paix au Mali et au Niger. « Pas un chameau ne se déplaçait, pas une chamelle ne mettait bas », disait-on alors, sans que l'information ne soit déjà entre les mains des « hommes de bonne volonté ». Or ce rôle contrarie les plans de ces entités-liges qui tentent de remodeler le Sahel à leur manière et selon un plan d'urgence élaboré par leurs mentors, d'où leurs multiples erreurs d'appréciation et de positionnement.

Le pack des entités nuisibles en mouvement dans la sous-région sahélienne risque pourtant de mener à une déflagration d'une échelle incontrôlable. La guerre de haute intensité se fait déjà entendre...

Par Fayçal Oukaci

RETRAIT DU MALI DE L'ACCORD D'ALGER
WASHINGTON EXPRIME SES REGRETS

Washington a rompu son silence concernant l'annulation de l'accord d'Alger. Les Etats-Unis ont exprimé leurs regrets face à l'annonce du retrait du Mali de l'accord d'Alger. Le porte-parole du département d'Etat américain, Matthew Mil-

ler, a déclaré : « Nous regrettons le retrait du gouvernement de transition de l'accord d'Alger, qui, s'il avait été pleinement mis en œuvre, aurait apporté davantage de stabilité à tous les Maliens et à la région dans son ensemble. » Le

gouvernement putschiste de Bamako a annoncé l'arrêt immédiat de l'accord de paix issu du processus d'Alger, conclu en 2015 entre le pouvoir à Bamako et les groupes du nord du Mali et de la région de Kidal.

Y.B.

AIDES SOCIALES DIRECTES :
3,5 MILLIONS DE DEMANDES
REÇUES PAR LE GOUVERNEMENT
AKHENNOUCH

UNE EXPLOSION SOCIALE MENACE LE MAROC

Le gouvernement marocain a pris en charge, à fin décembre 2023, plus de 3 millions de demandes, selon le ministère marocain de la Santé et de la Protection sociale.

Au bord d'une explosion sociale, le Maroc va verser des aides sociales directes à un million de familles.

Au vu des demandes formulées et qui renseignent sur une imminente implosion, le Maroc va, donc, distribuer une aide sociale directe et mensuelle. Toutefois, la trésorerie de l'Etat ne permet pas pour le moment de pourvoir à tous. D'où les craintes d'une émergence à la surface d'une crise sociale qui bouillonne depuis plusieurs années déjà.

Le plus curieux dans cette crise sociale, économique, et de ce fait, politique, est le maintien, contre vents et marées, du Premier ministre, Abdelaziz Akhennouch, « indéboulonnable oligarque », ex-homme lige de Dris Basri, celui-là même qui l'a introduit dans le premier cercle du Roi Mohammed VI depuis plus de trente ans avant d'être nommé ministre en 2007, puis Chef du gouvernement, depuis 2021.

Une des raisons de ce maintien envers et contre toutes les tensions sociales qui ont secoué les villes marocaines depuis deux ans, selon l'opposition politique à Rabat, est la mainmise de Akhennouch sur les médias, dont il est propriétaire de plusieurs titres, et de ce fait, la mise sous le boisseau par son réseau médiatique de toute information qui irait dans le sens non souhaité par le Palais alaouite.

I.Med Amine

IL PREND PART À LA DEUXIÈME
ÉDITION DU SALON MONDIAL
DE DÉFENSE

CHANEGRIHA EN VISITE OFFICIELLE EN ARABIE SAOUDITE

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, a entamé, hier, une visite officielle au Royaume d'Arabie saoudite, en qualité de représentant du président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune, indique le ministère dans un communiqué.

« En qualité de représentant du président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, le général d'armée Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, entame une visite officielle au Royaume d'Arabie saoudite, à partir du 3 février 2024, pour prendre part à la 2^e édition du Salon mondial de Défense à Ryadh, prévue du 4 au 8 février 2024 », précise le communiqué.

« Aussi, le général d'armée va saisir cette opportunité pour visiter des structures relevant des Forces Armées saoudiennes et rencontrera des responsables militaires saoudiens, en vue d'étudier les voies du renforcement de la coopération bilatérale et d'examiner les questions d'intérêt commun », selon les termes du communiqué.

I.Med Amine

FRAPPES MASSIVES AMÉRICAINES EN SYRIE ET EN IRAK

Le Moyen-Orient au bord de l'embrasement

Depuis le début du conflit, l'administration Biden n'a fait que jeter de l'huile sur le feu ! Envoi des aides militaires à Israël, déploiement en Méditerranée d'un groupe aéronaval, émission de vetos répétitifs pour les résolutions du Conseil de sécurité appelant à un « cessez-le-feu humanitaire immédiat » à Gaza, création d'une coalition internationale pour assurer la sécurité des navires en provenance ou à destination d'Israël...

Les nouvelles frappes américaines menées depuis vendredi en Irak, en Syrie et au Yémen marquent un tournant dans le conflit au Moyen-Orient et aggrave les risques d'une escalade pouvant déboucher sur une guerre plus large aux conséquences incalculables. Même si le président américain Joe Biden prétend qu'il ne voudrait pas de l'élargissement du conflit et qu'il cherche à éviter à tout prix l'embrasement de la région, les agissements de son administration qui soutient politiquement et militairement l'occupant israélien démontrent le contraire ! Si vraiment la Maison Blanche n'a pas besoin d'une guerre plus large au Moyen-Orient, pourquoi ne travaille-t-elle pas alors à mettre fin au conflit en cours et à concentrer ses efforts pour trouver une solution équitable à la question palestinienne ? Par son soutien inconditionnel à l'occupant israélien, par ses interventions militaires en violation de la souveraineté des pays de la région, l'administration Biden ne fait qu'intensifier les tensions et prolonger le conflit et l'instabilité. Depuis le début du conflit, l'administration Biden n'a fait que jeter de l'huile sur le feu ! Envoi des aides militaires à Israël, déploiement en Méditerranée d'un



groupe aéronaval, émission de vetos répétitifs pour les résolutions du Conseil de sécurité appelant à un « cessez-le-feu humanitaire immédiat » à Gaza, création d'une coalition internationale pour assurer la sécurité des navires en provenance ou à destination d'Israël... Ce parti pris flagrant en faveur d'Israël fait que l'administration Biden est responsable de la poursuite

des hostilités et de l'élargissement du conflit. Depuis le début de la guerre, l'administration Biden n'a fait qu'appuyer aveuglément l'occupant israélien en empêchant toute sortie de crise et en portant la guerre partout pour mieux enfoncer les Ghazous. Certaines voix de cette administration pressent déjà Biden à frapper directement l'Irak qu'ils accusent de soutenir

tous les groupes à l'origine de quelque 160 attaques menées depuis le début de la guerre contre des bases militaires américaines en Syrie, en Irak et en Jordanie. Si les Etats-Unis s'en prennent à l'Irak, le conflit va nécessairement dégénérer et prendre des allures insoupçonnables. Tout en niant son implication dans les attaques ayant visé des bases et des soldats

américains, l'Irak a menacé de « riposter de manière décisive à toute attaque, sous n'importe quel prétexte, contre le pays, ses intérêts et ses ressortissants ». Ce qui laisse planer de manière extrêmement grave le spectre d'un élargissement dangereux de la guerre. Même si l'opinion publique américaine dans sa majorité s'oppose à toute implication de son pays dans une guerre au Moyen-Orient, on ne sait, cependant, rien sur le processus décisionnel de l'administration Biden qui, présentement, souffle le chaud et le froid. Va-t-elle s'attaquer à l'Irak ? Ce n'est pas évident, mais pas impossible ! Ce n'est pas l'envie qui lui manque ! Depuis de longues années, les Etats-Unis veulent en découdre avec l'Irak, mais ils n'osent toujours pas franchir le pas ! Car, comme l'a souligné un expert de l'International Crisis Group, l'Irak est un pays beaucoup plus grand et plus puissant que l'Irak et l'Afghanistan, et « la guerre avec l'Irak fera passer les conflits en Irak et en Afghanistan pour une promenade de santé ». Aussi les Etats-Unis ont-ils tout à gagner à mettre un bémol à leur attitude belliqueuse actuelle et à opter pour des solutions politiques pour le conflit en cours.

Boualem B.

SELON UN SONDAGE D'ASSOCIATED PRESS :

La moitié des Américains pensent que l'entité sioniste a dépassé les limites à Ghaza

Un sondage de l'agence « Associated Press » a montré, avant-hier vendredi, que la moitié des adultes américains estiment que l'État d'occupation israélien a « dépassé la limite nécessaire » dans sa guerre en cours dans la bande de Ghaza. Le sondage, réalisé par l'agence avec la participation du Centre AP-NORC, a montré que 33 % des républicains estiment désormais que la réponse militaire israélienne est allée trop loin, contre 18 % en novembre dernier, 52 % des indépendants sont d'accord avec

cela, contre 39 %, et 62 % des démocrates déclarent partager ce sentiment, soit à peu près la même majorité que lors du sondage de novembre. Le sondage révèle que 50 % des adultes américains estiment désormais que l'offensive militaire israélienne est allée au-delà de ce qu'elle aurait dû être. C'est une augmentation par rapport aux 40 % du sondage AP-NORC réalisé en novembre dernier. La nouvelle enquête a été menée du 25 au 28 janvier, et cela a coïncidé avec la mort de trois soldats américains dans

l'est de la Jordanie, près de la frontière syrienne, ce qui constitue le premier décès parmi les soldats américains dans la région depuis le début de l'agression contre Ghaza en octobre dernier. Le sondage indique une escalade du rejet de la manière dont le président américain Joe Biden et son administration gèrent la guerre lancée par l'État occupant dans la bande de Ghaza pour le quatrième mois consécutif. Le sondage indique que 6 démocrates non blancs sur 10 désapprouvent la façon dont Biden gère le

conflit, tandis qu'environ la moitié des démocrates blancs sont d'accord. Notamment, environ sept démocrates sur dix âgés de moins de 45 ans ne sont pas d'accord. C'est le contraire de la position des démocrates plus âgés, qui l'approuvent à près de 6 voix sur 10, selon l'Associated Press. Le sondage a également montré qu'environ la moitié des adultes américains se sentent un peu ou très préoccupés par le fait que la guerre sioniste contre Ghaza conduite à un conflit plus large au Moyen-Orient.

Cela survient alors que l'armée d'occupation sioniste continue, pour le 119^e jour consécutif, à commettre des massacres dans le cadre d'une guerre génocidaire qu'elle mène contre la population de la bande de Ghaza, ciblant les maisons habitées et les équipes médicales et journalistiques. La population de la bande de Ghaza souffre d'une catastrophe humanitaire sans précédent, à la lumière de l'agression continue et des bombardements violents et aveugles, au milieu du déplacement interne de plus de 1,9 million de personnes vers des camps et des centres d'hébergement insuffisamment équipés. Le bilan des morts dues à l'agression en cours contre la bande de Ghaza s'élève à 27 131 martyrs et celui des blessés à 66 287 blessés divers. Sans compter les milliers de personnes portées disparues sous les décombres et la destruction massive de bâtiments et d'infrastructures.

M.H.

L'UNICEF LE SOULIGNE :

17 000 enfants non accompagnés ou séparés de leur famille à Gaza

L'UNICEF a déclaré vendredi qu'au milieu du carnage provoqué par les attaques quotidiennes à Gaza et du brouillard de la guerre, des dizaines de milliers de mineurs sont non accompagnés ou séparés de leur famille. "Nos estimations indiquent que 17 000 enfants à Gaza sont non accompagnés ou séparés de leur famille", a déclaré Jonathan Crickx, porte-parole principal de l'UNICEF dans l'État de Palestine, lors d'un point de presse de l'ONU à Genève. "Ces enfants n'ont rien à voir avec ce conflit et pourtant ils souffrent", a souligné Crickx, ajoutant que ce chiffre estimé correspond à 1% de la population déplacée totale de 1,7 million de personnes. Il a également souligné qu'après

près de quatre mois d'attaques incessantes, tous les enfants de l'enclave auraient besoin d'un soutien en matière de santé mentale.

«La santé mentale des enfants palestiniens est gravement affectée», a-t-il déclaré. Avant le début de la guerre, le 7 octobre, 500 000 enfants avaient déjà besoin d'une aide mentale, mais aujourd'hui, ils sont tous, soit plus d'un million d'enfants, à avoir besoin d'un soutien mental, a-t-il ajouté. Les enfants présentent des symptômes tels qu'un niveau extrêmement élevé d'anxiété persistante, une perte d'appétit, ils ne peuvent pas dormir, ils ont des explosions émotionnelles ou ils paniquent à chaque fois qu'ils entendent un attentat à la

bombe", a-t-il déclaré. Selon le porte-parole, l'UNICEF et ses partenaires ont apporté un soutien en matière de santé mentale et psychosociale à plus de 40 000 enfants et 10 000 soignants depuis le début du conflit. Israël a lancé en octobre dernier une offensive meurtrière sur la bande de Gaza, tuant à ce jour au moins 27 019 Palestiniens et en blessant 66 139. L'offensive israélienne a laissé 85 % de la population de Gaza déplacée à l'intérieur du pays, en raison de graves pénuries de nourriture, d'eau potable et de médicaments, tandis que 60 % des infrastructures de l'enclave ont été endommagées ou détruites, selon l'ONU.

Wafa

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE LE DÉNONCE VIGOUREUSEMENT :

Des laboratoires étrangers s'acharnent contre la production nationale de médicaments

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a affirmé, jeudi, lors d'une plénière consacrée aux questions orales au Conseil de la nation que les médicaments fabriqués en Algérie, notamment les génériques, étaient de très haute qualité, d'où cette «campagne acharnée orchestrée par certains laboratoires étrangers».

«**N**ous faisons face à une campagne acharnée orchestrée par certains laboratoires étrangers ciblant les médicaments localement fabriqués, notamment au vu du taux de couverture recrudescant des besoins du marché local des médicaments qui est de 72%», dira le ministre plaidant pour une « conjugaison de tous les efforts pour contrer cette campagne et permettre au secteur de la production pharmaceutique en Algérie de poursuivre son développement et ses progrès ». Aoun a souligné que «le secteur de la production pharmaceutique s'emploie actuellement à garantir des médicaments de qualité à un prix réduit pour préserver le pouvoir d'achat», affirmant que «tous les médicaments fabriqués en Algérie, notamment les génériques, sont des médicaments de très haute qualité à des prix raisonnables, ce qui justifie le recours de certains laboratoires étrangers à lancer une campagne acharnée contre ces produits».

Cette campagne, «qui a été lancée il y a deux mois», a également été nourrie par l'affluence des citoyens sur les médicaments produits localement, entraînant ainsi «l'augmentation du chiffre d'affaire des laboratoires locaux contre une baisse de celui des laboratoires étrangers». Répondant à une question relative «aux mesures



prises par le ministère en ce qui concerne la qualité des médicaments fabriqués localement», Aoun a expliqué que la commercialisation de tout médicament en Algérie se faisait «après son enregistrement par l'Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP), étant l'organisme légalement habilité à effectuer le contrôle et l'expertise des médicaments et des produits pharmaceutiques avant leur approbation».

Le ministre a précisé que la production de médicaments ne pouvait être assurée que par des établissements pharmaceutiques agréés par les services du ministère, confor-

mément aux bonnes pratiques de fabrication et aux normes internationales en vigueur. Aoun a rappelé que l'enregistrement de tout médicament auprès de l'ANPP passe par plusieurs étapes, dont l'évaluation des différents éléments du dossier pharmaceutique, partant des matières premières jusqu'au produit final, ainsi que l'approbation par le laboratoire de contrôle de la qualité relevant de l'établissement pharmaceutique fabricant. Les étapes d'enregistrement du médicament comprennent également le contrôle de la qualité du produit final sur le site de l'établissement pharmaceutique avec l'élabora-

tion d'un certificat de conformité avant que le comité d'enregistrement des produits pharmaceutiques ne donne son avis sur le dossier d'enregistrement, et enfin l'élaboration de la décision d'enregistrement, selon les précisions du ministre. «L'Algérie est l'un des pays qui exercent un contrôle strict sur la qualité des médicaments fabriqués localement», en témoignent les procédures et les étapes suivies, a-t-il soutenu. Par conséquent, «il n'est en aucun cas permis de commercialiser des médicaments qui ne répondent pas aux exigences de qualité, d'efficacité et de sécurité», a-t-il ajouté. N.S.

L'UGCAA S'ACTIVE POUR LE MOIS DE RAMADHAN

Création de cellules locales pour garantir la disponibilité des produits

L'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) vient de créer des cellules locales pour le suivi des préparatifs pour le mois de Ramadhan pour garantir la disponibilité des produits à travers un approvisionnement régulier du marché, a annoncé jeudi le Secrétaire général de l'Union, Issam Bedrissi.

Intervenant lors des travaux de la 5e session ordinaire du Conseil national de l'UGCAA, en présence du ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, Laïd Rebiga et du Secrétaire général du ministère du commerce et de la Promotion des exportations et de représentants de certains secteurs ministériels, Bedrissi a souligné que «par souci de soutenir et d'orienter les commerçants, les artisans et les opérateurs économiques et afin de garantir la disponibilité des produits alimentaires et leur bonne distribution

durant le mois sacré, des orientations ont été données aux bureaux de wilayas de l'Union pour la création de cellules locales de suivi des préparatifs pour le mois de Ramadhan». Issam Bedrissi a appelé les cadres et membres de l'Union et à travers eux tous les commerçants, artisans et opérateurs économiques, «à mettre en échec toute tentative visant à semer la zizanie dans les rangs des commerçants, voire à les bannir pour assurer le confort des citoyens, notamment à l'approche du mois sacré qui connaît une forte affluence vers les marchés».

Dans ce contexte, Bedrissi a rappelé les décisions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune qui a appelé les responsables du service public à faire preuve d'initiative avec courage et responsabilité pour régler les différents problèmes du développement, notamment ceux ayant trait directement au

quotidien des Algériens, à leur sécurité alimentaire et à leurs activités d'investissement. Saluant l'attention particulière accordée par le président de la République aux dossiers liés au secteur du commerce, le SG a indiqué que la réalisation des objectifs tracés en la matière doit obéir à «une politique cohérente s'appuyant principalement sur la valorisation de la production nationale et les industries locales tout en donnant la priorité aux opportunités d'investissement national».

Il s'agit également, selon le responsable, «d'encourager l'investissement industriel qui utilise les intrants locaux, engendre des opportunités d'emploi et soutient la croissance économique à même de répondre à la demande nationale et aux besoins de la société algérienne».

R.N./avec APS

LA NOUVELLE LOI RELATIVE AUX FORÊTS

Une ouverture pour l'investissement dans le domaine sylvicole

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa, a souligné, jeudi dernier, que la nouvelle loi relative aux forêts et au patrimoine forestier «ouvre l'investissement dans le domaine sylvicole, selon une orientation garantissant sa protection et sa préservation». Cherfa a déclaré, lors de sa visite de travail dans la wilaya de Sidi Bel Abbès, que la «nouvelle loi relative aux forêts et au patrimoine forestier ouvre la voie à l'investissement dans ce domaine, selon une orientation garantissant sa préservation et sa protection, et constitue une valeur ajoutée à même d'offrir des opportunités d'emplois et à valoriser la production sylvicole, faisant état de la promulgation, dans les prochains jours, de décrets exécutifs devant accompagner la mise en œuvre de cette nouvelle loi». Le ministre a appelé, lors de la présentation d'un exposé sur les secteurs de l'agriculture et des forêts au niveau de l'Institut national technologique spécialisé dans l'élevage et la santé animale, à la nécessité «d'activer sur le terrain cette nouvelle loi et à éviter que l'ouverture à l'investissement du patrimoine forestier ne reste une décision à caractère purement administratif». Cherfa dira que les démarches devant être entreprises dans le cadre de ce nouvel instrument juridique doivent viser à capter les investissements dans ce créneau d'activités et ce, a-t-il soutenu, par l'intensification des campagnes de sensibilisation devant être menées en coordination avec les associations dont les activités sont en lien avec le secteur des Forêts. Il a, d'autre part, fait état de l'inscription, au courant de cette année, d'un programme portant sur l'ouverture et l'aménagement de pistes sylvicoles et la réhabilitation des postes de vigie. Il a affirmé que le programme «qui jouit d'un intérêt particulier et dont la mise en œuvre sera assurée en coordination avec les walis, à travers le suivi particulier de son exécution, devra être achevé avant le mois de juillet prochain».

R.N.

TRANSPORT PAR CÂBLES

Plus de 8 millions de passagers transportés en 2023

L'Entreprise de transport algérien par câbles (ETAC) a annoncé, jeudi dernier dans un communiqué, que le nombre des usagers de ses services a atteint plus de 8 millions de passagers en 2023, avec une croissance de plus de 13%. «Plus de 8 millions d'usagers ont été transportés par les installations de l'Entreprise de transport algérien par câble au cours de l'année 2023, soit une croissance de plus de 13%», a précisé ledit communiqué. La même source note que ce «record de fréquentation» est réparti principalement entre la télécabine de la wilaya de Tizi Ouzou avec 44%, le téléphérique de Mémorial à Alger avec 19%, la télécabine de Tlemcen avec 14%, et la télécabine de Bab El Oued (Alger) avec 10%. Assurant poursuivre avec énergie sa mission, l'entreprise ETAC affirme s'engager «activement» dans le développement du transport public et touristique. L'ETAC atteste que son action se concentre particulièrement «sur les zones d'accès denses et difficiles, là où d'autres modes de transport rencontrent des défis majeurs», conclut le communiqué de l'ETAC.

N.S.

FAO

L'INDICE MONDIAL DES PRIX ALIMENTAIRES EST TOMBÉ À SON PLUS BAS NIVEAU

L'indice mondial des prix alimentaires de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) est tombé en janvier à son plus bas niveau en près de trois ans, en raison de la baisse des prix de certains types de céréales et de viande. L'organisation a déclaré, avant-hier, que son indice des prix, qui mesure l'évolution des prix des matières premières alimentaires les plus échangées au monde, a enregistré une moyenne de 118 points en janvier, contre 119,1 le mois précédent. Le chiffre de janvier est le plus bas depuis février 2021. L'organisation a déclaré dans son rapport mensuel : «Les prix mondiaux à l'exportation du blé ont diminué en janvier en raison de la forte concurrence entre les exportateurs et de l'arrivée de fournitures récemment récoltées dans les pays de l'hémisphère sud». La FAO a précisé que les prix du maïs ont également chuté de manière significative, reflétant l'amélioration des conditions de culture, le début des récoltes en Argentine et l'augmentation des approvisionnements aux États-Unis. Elle a ajouté que l'indice des prix de la viande a diminué pour le septième mois consécutif, l'abondance des approvisionnements en provenance des principaux pays exportateurs ayant contribué à une baisse des prix mondiaux de la viande de volaille, de bétail et de porc. Dans un rapport distinct, la FAO a déclaré que la production céréalière mondiale en 2023 semble avoir atteint un niveau record de 2,836 milliards de tonnes, soit une augmentation de 1,2 pour cent par rapport à 2022. La production mondiale de céréales secondaires, ou de céréales autres que le blé et le riz, a atteint un niveau record de 1,523 milliard de tonnes, révisé en hausse de 12 millions de tonnes ce mois-ci. «La majeure partie de la révision est due aux nouvelles données officielles du Canada, de la Chine (continentale), de la Turquie et des États-Unis, où les estimations de la production de maïs ont augmenté, soutenue par une augmentation plus importante que prévu de la taille des cultures et des superficies récoltées», a déclaré l'organisation. **M.H.**

UN RÉCENT RAPPORT DE L'AIE LE MET EN RELIEF

La consommation d'énergie électrique s'accélère en Algérie

La croissance de la demande d'électricité en Afrique devrait s'accélérer de 2024 à 2026, dépassant en moyenne 4 % par an, sous l'impulsion du Nigeria, de l'Algérie et de l'Afrique du Sud.

Un rapport récent de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) montre que la demande d'électricité sur le continent africain a légèrement augmenté au cours de l'année écoulée (2023), s'élevant à 2 % sur une base annuelle. On estime que l'Égypte et l'Algérie se classent au deuxième et au troisième rang des plus grands consommateurs d'électricité en Afrique, avec un taux de croissance de 1,5 % et 5 %, respectivement, après l'Afrique du Sud, qui est le plus grand consommateur, malgré le déclin qu'elle a connu l'année dernière. Entre 2024 et 2026, l'Égypte devrait être la moins développée en termes de demande d'électricité, tandis que l'Algérie sera parmi les plus développées aux côtés du Nigeria. Selon ledit rapport, l'Égypte, l'Algérie et l'Afrique du Sud représentaient 60 % de la demande d'électricité en Afrique fin 2023. L'AIE prévoit que la consommation électrique par habitant sur le continent africain retrouvera les niveaux des années (2010-2015) d'ici la fin de 2026. Les énergies renouvelables devraient répondre aux deux tiers de la demande supplémentaire d'électricité de



l'Afrique, le gaz naturel couvrant la majeure partie du reste. On estime également que l'intensité des émissions liées à la production d'électricité en Afrique tombera à 490 grammes de dioxyde de carbone par kilowattheure en 2026, contre 520 grammes l'année dernière. La demande d'électricité en Algérie, précise le rapport de l'AIE, a augmenté l'année dernière de 5%, soit presque le même taux de croissance enregistré en 2022. L'Agence de l'énergie s'attend à ce que la demande totale d'élec-

tricité en Algérie augmente en moyenne de 5,2% par an au cours de la période 2024 à 2026, portée par la croissance économique et l'augmentation de la consommation des secteurs du dessalement de l'eau et des véhicules électriques. Il indique que les sources d'énergies renouvelables font leur chemin en Algérie, même si le gaz continue de dominer le mix électrique, à un taux atteignant 99% en 2023. Le pays vise à accélérer le déploiement des énergies renouvelables dans le but de produire 22 gigawatts

d'électricité propre d'ici 2030, ce qui est proche de la capacité électrique installée actuelle de l'Algérie, qui est de 25 gigawatts. Fin 2021, l'Algérie a lancé un appel d'offres pour des projets d'énergie solaire photovoltaïque d'une capacité de 1 gigawatt, mais il n'a débouché sur aucun contrat. Puis, en août 2023, il a lancé un nouvel appel d'offres d'une capacité de 2 gigawatts, soumettant 100 offres, parmi lesquelles le pays a accepté 73 offres parce qu'elles remplissaient les conditions. **M.H.**

ÉNERGIE

L'OPEP+ est prête à prendre des mesures supplémentaires pour stabiliser le marché pétrolier

L'alliance OPEP+ a confirmé la volonté des États membres d'intervenir et de faire face à toute évolution du marché pétrolier, et de prendre des mesures supplémentaires à tout moment, si nécessaire. Le Comité ministériel conjoint de suivi de la coalition a indiqué, lors de sa réunion de jeudi, via vidéoconférence, qu'il continuera à évaluer de près les conditions du marché, selon un communiqué de l'alliance. La réunion du comité ministériel de suivi de l'OPEP+ a examiné les données de production de pétrole brut pour novembre et décembre 2023 et a noté le fort engagement des pays de la coalition envers la Déclaration de coopération. Au cours de la réunion, les ministres de l'OPEP+ ont

discuté de la situation actuelle du marché pétrolier mondial et de ses perspectives de développement à court terme, et la prochaine réunion du Comité ministériel de suivi est prévue le 3 avril. A l'issue de la réunion, le Ministre algérien de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, a indiqué que les pays de l'OPEP+ surveillent, attentivement et de manière constante, l'évolution du marché pétrolier international, compte tenu des incertitudes qui pèsent sur ses fondamentaux. Il a évoqué les risques liés à la croissance économique mondiale, notamment le ralentissement de l'activité dans les pays industrialisés et le rebond modéré dans les pays émergents, qui pourraient impacter la demande de

pétrole malgré une offre largement disponible sur le marché. Les décisions prises le 30 novembre dernier, tant de manière collective qu'individuelle, visant à ajuster la production des pays de l'OPEP+ au cours de l'année en cours, sont destinées à atténuer les distorsions entre l'offre et la demande, en vue d'atteindre l'équilibre et la stabilité du marché pétrolier. Arkab a également rappelé que, conformément à l'engagement de l'Algérie, une réduction volontaire et additionnelle de la production de pétrole brut de 51 000 barils par jour a été mise en œuvre à partir du 1er janvier 2024, et ce, pour une période de 3 mois. **M.H.**

PARTENARIAT

La Holding turque «Cengiz» s'intéresse au secteur minier algérien

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab a reçu, jeudi dernier, le président d'Éti Bakir filiale de la Holding turque «Cengiz», Seref Cengiz, avec qui il a passé en revue les voies de coopération bilatérale dans les domaines de l'énergie et des mines, selon un communiqué du ministère. Ladite rencontre a porté sur les relations de coopération algéro-turques dans les domaines de l'énergie et des mines, ainsi que les opportunités de travail et d'investissement entre les entreprises du secteur et les filiales relevant de la Holding turque, notamment en termes d'infrastructures industrielles énergétiques et minières et des énergies renouvelables (EnR), précise le

communiqué. A cette occasion, Arkab a présenté la stratégie du développement du secteur reposant sur les investissements dans différents domaines à l'instar des EnR et des nouvelles énergies, mettant en avant les importantes opportunités d'investissement et de coopération en Algérie en matière de recherche, d'exploration, d'exploitation et de transformation des ressources minières ferreuses et non ferreuses. Cette stratégie intervient, selon le ministre «dans le cadre d'un climat d'investissement idoine assuré par la nouvelle loi sur l'investissement, outre les bonnes relations établies entre les entreprises du secteur et les sociétés turques dans ce domaine», souligne le communi-

qué du ministère. De son côté, Seref Cengiz a affiché le grand intérêt accordé par la Holding et ses filiales à l'investissement en Algérie, notamment en matière d'exploitation et de transformation des ressources minières, les EnR, la réalisation des infrastructures et la fabrication locale du matériel à travers des projets de partenariat mutuellement bénéfiques, note le communiqué. Dans ce cadre, des cadres du secteur minier ont tenu une première rencontre avec les responsables de la Holding «Cengiz», en vue d'approfondir les concertations et définir des projets concrets en matière d'exploitation minière, conclut le communiqué. **R.E.**

PROJETS DE VILLES NOUVELLES À BOUGHZOUL ET MENIAË

L'expertise chinoise impliquée dans leur réalisation

L'expertise chinoise sera également sollicitée pour l'actualisation des règles parasismiques algériennes. La visite du ministre de l'Habitat, Tarek Belaribi, en Chine, aura permis d'entrevoir la possibilité de formation de cadres algériens dans ce pays.

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi s'est réuni dans la capitale chinoise Pékin, avec son homologue chinois, Ni Hong avec lequel il a convenu de l'accompagnement par des experts chinois de l'habitat des deux projets des villes nouvelles en cours de réalisation (Boughezoul et El Méniâ) et de l'actualisation du système parasismique national, a indiqué mercredi un communiqué du ministère. La rencontre de M. Belaribi avec le ministre du Logement et du Développement urbain et rural de la République populaire de Chine, s'est déroulée en marge des travaux de la 8e session de la Commission mixte algéro-chinoise pour la coopération économique, commerciale et technique, qui s'est tenue mardi à Pékin. Selon la même source, la rencontre a permis d'évaluer ce qui a été accompli et la coordination entre les deux parties, après la réunion qui a regroupé les deux ministres, le 20 juillet 2023, à l'occasion de la visite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en République populaire de Chine. La réunion a également porté sur les questions débattues par les experts lors des travaux de la 8e session de la Commission mixte algéro-chinoise pour la coopération économique, commerciale et technique. "les deux parties ayant convenu de l'accompagnement par des experts du secteur de l'habi-



tat de la République populaire de Chine, des projets convenus, notamment les deux projets des villes nouvelles en cours de réalisation en Algérie (Boughezoul-El Méniâ). Il a été également convenu l'accompagnement par les experts chinois de leurs homologues algériens pour l'actualisation des Règles parasismiques algériennes (RPA). D'autre part, M. Belaribi s'est rendu en compagnie de l'ambassadeur d'Algérie en Chine à la nouvelle ville "Xiong An", située à 105 km de la capitale chinoise, Pékin, et qui devrait accueillir 5 millions d'habitants. Des explications sur la technologie utilisée dans la construction et l'aménagement de cette ville à même de

désengorger la capitale Pékin, ont été données au ministre, selon le communiqué. M. Belaribi a souligné "la nécessité d'échanger les expertises, d'autant plus que l'Algérie est en train de construire des villes nouvelles avec des technologies ultra développées, telles que la ville de Boughezoul, d'El-Menia et de Hassi Messaoud", indique le communiqué. Le ministre a, par ailleurs, visité l'Académie de l'Agriculture et des Forêts, où il a été reçu par une délégation de chercheurs, conduite par le recteur de l'Académie Yan Ji Yi. M. Belaribi a visité les différents pavillons et services de cette Académie de renommée mondiale, où il a écouté des explications relatives aux nouvelles méthodes,

la technologie utilisée dans le domaine agricole et l'intégration de l'intelligence artificielle dans ce domaine. M. Belaribi s'est rendu à une ferme pilote où il a écouté des explications sur les derniers développements scientifiques relatifs à la production des semences de blé dans un climat sec. Au terme de la visite, le ministre a coprésidé une réunion avec le recteur de l'académie, lors de laquelle les deux parties ont examiné les moyens de coopération et de transfert de la technologie, avec possibilité de former des cadres algériens, ce qui permettra de reproduire la technologie utilisée en Chine, ajoute le communiqué.

R.R.

ILLIZI :

Un village bientôt alimenté en électricité à 100% solaire

Deux mini-centrales solaires photovoltaïques seront bientôt réalisées au niveau du village de Tamadjert, dans la wilaya d'Illizi, permettant une alimentation électrique à 100% à base d'énergie solaire des foyers de ce village, a indiqué mercredi le Commissariat aux Energies Renouvelables et à l'Efficacité Energétique (CEREFÉ), dans un communiqué. "En présence des autorités locales de la wilaya d'Illizi, les cadres techniques du CEREFÉ ont participé au lancement des travaux de réalisation de deux mini-centrales solaires photovoltaïques au niveau du village de Tamadjert, situé à 320 km du chef-lieu de la Wilaya d'Illizi", a précisé le Commissariat.

Il a ajouté que ces deux centrales solaires, de 100 KwC et 30 KwC de puissance installée (soit un total de 130 KwC), dotées de batteries de stockage, "permettront d'alimenter les 200 foyers du village de Tamadjert en électricité d'origine 100% solaire". La livraison de ces deux petites centrales "aura lieu avant la fin du semestre en cours", a-t-on précisé de même source. L'étude et la conception du projet ont été réalisées par le CEREFÉ pour en faire un projet de démonstration

"d'un village 100% solaire et durable", appelé à être dupliqué dans d'autres wilayas, conformément aux orientations des plus hautes autorités du pays. Le CEREFÉ, qui assure le suivi des travaux de ce projet, veillera pour que les installations et les équipements solaires déployés soient conformes aux exigences de qualité, de durabilité et de performance. La réalisation de ce projet permettra à la population de ce village, non seulement d'avoir accès à une énergie propre et durable, mais également d'accéder à tous les services énergétiques connexes, selon la même source. Dans le cadre de la convention-cadre signée entre le ministère de l'Intérieur, des Collectivités Locales et de l'Aménagement du Territoire et le CEREFÉ en février 2021, et au titre de l'année 2023, une dizaine de wilayas ont bénéficié de l'assistance technique du Commissariat dans la réalisation de plusieurs types de projets à énergies renouvelables. Il s'agit, selon le communiqué, de l'électrification des zones d'ombre et éparses par les petits systèmes solaires photovoltaïques, la mise en place des systèmes solaires photovoltaïques au niveau des

écoles primaires, les systèmes d'éclairage public conventionnel (LED) et solaire et le pompage solaire au niveau des exploitations agricoles. L'accompagnement technique assuré par le service technique du CEREFÉ au profit de différentes wilayas, au cours de l'année 2023, s'est axé autour de plusieurs actions, à savoir l'analyse et la vérification des études pour la réalisation des projets de solarisation des écoles primaires et de pompage solaire. Cet accompagnement porte également sur la vérification de la conformité des équipements inhérents à la réalisation des projets d'électrification des zones d'ombres par les kits PV, de solarisation des écoles primaires, de systèmes d'éclairage public conventionnel (LED) et solaire, en plus de l'inspection et la vérification de la conformité des installations réalisées dans le cadre de ces projets. Il s'agit, en outre, de la formation des ingénieurs et des cadres chargés des projets de mise en place des systèmes d'éclairage public conventionnel (LED) et/ou solaire ainsi que des projets d'installations solaires PV, poursuit le CEREFÉ.

APS

INDUSTRIE DES BOISSONS :

3^e édition du salon Bevalg en février à Alger

La 3^e édition du Salon international de l'industrie des boissons et des aliments liquides (Bevalg) se tiendra du 4 au 7 février 2024, au Palais des expositions à Alger, ont indiqué mercredi les organisateurs de l'évènement dans un communiqué. Cette édition organisée par l'entreprise "Tadamsa Expo" en partenariat avec la Société algérienne d'exposition et d'exportation (Safex), représente une opportunité pour les professionnels du secteur de mettre en valeur leurs capacités auprès des visiteurs professionnels et le grand public, précise la même source. Le salon Bevalg sera, également, l'occasion de conclure des partenariats et des accords entre professionnels, leur permettant d'améliorer la qualité de leurs produits et de les acheminer vers les marchés étrangers, ont expliqué les organisateurs. Il permettra aussi d'obtenir des informations sur l'industrie alimentaire, qui contribue à augmenter le volume des exportations hors hydrocarbures du pays. Cet événement "pionnier, premier du genre en Afrique et au Moyen-Orient, sera une occasion idoine pour découvrir les dernières innovations de cette industrie vitale", ajoutent-ils. APS

SÉTIF

Le cap vers l'amélioration du taux d'intégration industrielle

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a indiqué mardi soir à Sétif que "le secret de la réussite des entreprises industrielles consiste en l'augmentation du taux d'intégration". Inaugurant l'unité de fabrication de lave-vaisselles relevant de la société Samha Home Appliance propriété du groupe Cevital, située, à la zone d'activité et de commerce Helatma, dans commune de Guidjel (sud-Est de Sétif), le ministre a précisé que "les entreprises industrielles doivent s'orienter vers l'augmentation de leurs taux d'intégration pour réussir davantage leurs activités industrielles". M. Aoun a mis en valeur au terme de la visite de travail, à Sétif, les efforts déployés par le groupe Cevital pour développer l'économie nationale, notamment en ce qui concerne le taux d'intégration atteignant les 70%, appelant dans ce contexte à l'intensification de la production en vue d'intégrer les marchés extérieurs d'autant que le groupe dispose de grandes potentialités qui lui permettent de devenir pionnier dans ce domaine. Le ministre a inauguré cette unité industrielle s'étendant sur 25.000m2 et qui a nécessité un investissement de 3,6 milliards de dinars avec une capacité de production atteignant les 500.000 unités par an. A la zone industrielle de Sétif, il a inauguré le projet d'extension de la société Sarl Agro film de production de produits d'emballage et de relevant du secteur privé et qui a nécessité un investissement de 6 milliards de dinars. Cette société s'est spécialisée dans la production de produits d'emballage destinés à l'agroalimentaire (boîte de lait) d'une capacité de production annuelle atteignant les 45.000 tonnes. Ce projet est considéré comme "important" car il figure parmi les premiers projets du genre en Algérie et qui s'étend sur environ 22.000 m2 avec une capacité de création de 100 postes de travail, selon les explications données sur place.

APS

REVITALISER ET RESTAURER L

ZONES HUMIDES, UN ALL

Célébrée chaque année le 2 février, la Journée mondiale des zones humides vise à sensibiliser le monde au rôle vital des zones humides pour l'homme et la planète. Aux quatre coins du monde, les êtres humains dépendent des zones humides depuis des siècles, tirant leur subsistance, leur inspiration et leur résilience de ces environnements importants. Le thème de cette année, «Les zones humides et le bien-être humain», met en évidence les liens entre l'homme, la culture et la nature. Nous avons besoin de zones humides saines pour notre planète et pour notre bien-être. Les zones humides sont actuellement protégées par différentes désignations, notamment le programme de l'UNESCO sur l'homme et la biosphère et la convention de Ramsar sur les zones humides. Actuellement, près de 100 zones humides inscrites au patrimoine mondial de l'UNESCO et plus de 140 sites Ramsar se chevauchent entièrement ou partiellement. La Convention de Ramsar sur les zones humides et la Convention du patrimoine mondial protègent des sites de

associée. La définition au sein large des zones humides comprend aussi bien les écosystèmes d'eau douce que les écosystèmes marins et côtiers, notamment les lacs et les cours d'eau, les aquifères souterrains, les marais et marécages, les prairies humides, les tourbières, les oasis, les estuaires, les deltas et les estrans, les mangroves et autres zones côtières, les récifs coralliens et tous les sites artificiels tels que les étangs d'aquaculture, les rizières, les réservoirs et les marais salants. Ces zones sont indispensables aux êtres humains et à la nature, compte tenu de la valeur intrinsèque de ces écosystèmes et des avantages et services qu'ils apportent, notamment de leurs contributions au développement durable et au bien-être des populations sur les plans environnemental, climatique, écologique, social, économique, scientifique, éducatif, culturel, récréatif et esthétique. Bien qu'elles ne couvrent qu'environ 6 % de la surface terrestre, 40 % de toutes les espèces végétales et animales vivent ou se reproduisent dans les zones humides. La biodiversité des zones humides est importante pour notre santé, notre alimentation, le tourisme et l'emploi. Les zones humides sont vitales pour l'homme, pour les autres écosystèmes et pour notre climat, car

ment le drainage et le remblaiement pour l'agriculture et la construction, la pollution, la surpêche et la surexploitation des ressources, les espèces envahissantes et les changements climatiques. Le cercle vicieux de perte des zones humides, de menaces sur les revenus et de creusement de la pauvreté est la conséquence d'une perception erronée des zones humides comme friches, plutôt que comme sources fertiles d'emplois, de revenus et de services écosystémiques essentiels. Un défi majeur consiste à changer les mentalités afin d'encourager les États et les communautés à valoriser et à mettre en avant les zones humides. Environ une personne sur huit (plus d'un milliard dans le monde) tire sa subsistance des zones humides, qu'il s'agisse d'aliments, d'eau, de transport ou de loisirs. Des recherches montrent que les paysages de zones humides ont un impact positif sur le bien-être mental. Les zones humides côtières retiennent et stockent le carbone jusqu'à 55 fois plus vite que les forêts tropicales humides. Les zones humides protègent 60 % de l'humanité le long des côtes contre les ondes de tempête, les ouragans et les tsunamis.

À LA DÉCOUVERTE DES MYSTÉRIEUSES MANGROVES

Les mangroves constituent un écosystème exceptionnel, entre terre et mer. Elles sont utiles à toute l'humanité, car elles participent à la lutte contre le changement climatique, contribuent aux moyens de subsistance, favorisent la biodiversité et apportent aussi d'autres bienfaits. Dans une étude d'un genre nouveau, l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a mis au jour, en collaboration avec des experts des quatre coins du globe, de riches informations sur l'ampleur des mangroves dans le monde. On y trouve également un aperçu des facteurs qui favorisent le développement de ces forêts et de ceux qui entraînent leur recul. Découvrons, pour commencer, les caractéristiques de ce précieux écosystème et la place qu'il occupe dans notre vie quotidienne. Les mangroves se développent principalement sur des substrats meubles de zones littorales, où les eaux sont calmes et peu profondes, dans les régions chaudes de la planète. Elles sont composées d'espèces végétales de tailles et de types qui diffèrent selon les conditions environnementales. Dans les environnements où le taux de salinité est très élevé, les végétaux sont peu développés et chétifs. Lorsque les conditions de développement sont favorables, les mangroves peuvent être luxuriantes, la canopée pouvant même atteindre 30 ou 40 mètres de hauteur! Les mangroves sont exploitées depuis toujours. Elles fournissent des services aux centaines de millions de personnes qui vivent dans des zones côtières, notamment en les protégeant des catastrophes naturelles, en favorisant la pêche, en limitant les phénomènes de pollution et en apportant bien d'autres avantages. Les mangroves ne représentent en général qu'une faible proportion des forêts tropicales, mais elles n'en sont pas moins importantes, car elles permettent de se procurer des produits forestiers (bois d'œuvre et produits forestiers non ligneux, par exemple). Le bois de mangrove est solide et résistant dans la durée, mais, comme le nombre d'arbres de grande taille a diminué dans ce milieu, l'utilisation du bois d'œuvre qui est en issue est devenue plus rare. Le bois de mangrove est toutefois encore utilisé pour bâtir des constructions de plus petite dimension et pour faire du feu, et d'autres produits sont prélevés dans ce milieu, tels que du tanin et des produits colorants, des substances médicinales, des matériaux pour les toitures, de l'alcool et du sucre que l'on extrait de la sève du palmier nipa. Les mangroves figurent parmi les écosystèmes les plus fertiles de la planète et toutes sortes d'organismes vivants,

de petite ou Elles contribu de la l tat, des zones re à de nomb groves contr marines, car ment de non pêche qui y d importante, dollars par h plus producti Les mangrov culture, qui e zones estuar l'élevage de o produits de l breuses forêt son de l'expa ment de l'éle Le tourisme a répandu et p nus durable p à proximité d quées dans l l'exploratio passerelle ou vation de la kayak, qui p chez l'habitan

LUTTE CO CLIMATI DU LITTO

Les mangrov niveau mond gigatonnes! elle contribu tique et parti nombreux p émissions de également ét de participat écosystèmes carbone. Les mangrov de protéger l naturels, tels tsunamis. Co giques extrê de plus en p importance buant à limi vagues, les o l'érosion. Il fa moine mondi tionaux les p naturels les p caractérisé biodiversité et leurs vale permis la rec ron 3 500 00 l'Inde) dans marins répar que certaine du patrimoi lement un écl notre patrim Malgré leur b lisées du mor ou dégradée tique et du d Programme nement (PNU diale des zon les marécage écosystèmes nète. Leurs e tale abonda insectes aux gnaux. Elles et nettoient l carbone jusq

Cette année, le 2 février, journée mondiale des zones humides célèbre la relation que les humains ont entretenue avec les zones humides à travers le temps. L'occasion de mettre en lumière la nécessité de préserver et restaurer ces écosystèmes riches en biodiversité. Environ une personne sur huit (plus d'un milliard dans le monde) tire sa subsistance des zones humides, qu'il s'agisse d'aliments, d'eau, de transport ou de loisirs.

zones humides couvrant une superficie supérieure à celle du Mexique (245 614 112 ha). Malgré cette protection par ces traités internationaux globaux, les zones humides sont encore un atout souvent négligé de notre environnement naturel. La surveillance continue et la préservation des zones humides du patrimoine mondial est une tâche monumentale, et il est impossible pour l'UNESCO et les États parties de l'accomplir seuls.

Cette année, la Journée mondiale des zones humides célèbre la relation que les humains ont entretenue avec les zones humides à travers le temps. Notre interdépendance est à la fois belle et fragile. La campagne 2024 met en lumière l'urgence avec laquelle nous devons agir pour préserver et restaurer ces écosystèmes riches en biodiversité qui sous-tendent le bien-être humain.

LES ZONES HUMIDES COUVRENT ENVIRON 6 % DE LA SURFACE TERRESTRE

Les zones humides sont des écosystèmes où l'eau est le principal facteur contrôlant l'environnement et la vie végétale et animale qui y est

elles fournissent des services écosystémiques essentiels tels que la régulation de l'eau, notamment la lutte contre les inondations et la purification de l'eau. Plus d'un milliard de personnes dans le monde dépendent des zones humides pour leur subsistance - soit environ une personne sur huit sur Terre.

POURQUOI SONT-ELLES EN DANGER ?

Les zones humides font partie des écosystèmes dont le déclin, la perte et la dégradation sont les plus rapides. Les indicateurs des tendances négatives actuelles concernant la biodiversité mondiale et les fonctions des écosystèmes devraient se confirmer sous l'effet de facteurs directs et indirects tels que la croissance démographique rapide, une production et une consommation non viables et le progrès technique connexe, ainsi que les effets néfastes des changements climatiques. Les zones humides disparaissent trois fois plus vite que les forêts et constituent l'écosystème le plus menacé de la planète. En 50 ans seulement, soit depuis 1970, 35% des zones humides de la planète ont disparu. Les activités humaines qui entraînent la disparition des zones humides compren-

LES ÉCOSYSTÈMES DÉGRADÉS

LE DÉFI POUR LA BIODIVERSITÉ

de grande taille, s'y développent. Elles contribuent à la protection et à la préservation de la biodiversité en procurant un habitat pour de nombreuses espèces animales. Les mangroves contribuent aux chaînes alimentaires et elles sont propices au développement de nombreuses espèces de poissons. La pisciculture pratiquée présente une valeur économique qui peut atteindre plus de 10 000 dollars par hectare et par an dans les zones les plus riches.

Les mangroves conviennent très bien à l'aquaculture pratiquée en eaux libres dans les zones côtières ou dans des bassins pour élever des crevettes ou l'exploitation d'autres espèces de poissons. Malheureusement, de nombreuses mangroves ont disparu en raison de l'expansion de l'aquaculture, principalement de crevettes en bassin.

L'écotourisme axé sur la nature est de plus en plus populaire et peut constituer une source de revenus pour les populations locales vivant dans les mangroves. Les activités pratiquées dans les mangroves sont, entre autres, l'observation de ce milieu naturel depuis une embarcation, à bord d'une embarcation, l'observation de la faune et de la flore sauvages et le tourisme peuvent être associés à un séjour dans un village environnant.

CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PROTECTION DE LA NATURE

Les mangroves stockent très bien le carbone. Au niveau mondial, elles en stockent plus de 6,23 milliards de tonnes. Cette fonction est importante, car elle contribue à atténuer le changement climatique en réduisant la réalisation des objectifs de réduction des émissions de carbone. Les mangroves peuvent être intégrées dans des programmes de financement à la protection des zones humides et à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Les mangroves jouent un rôle crucial s'agissant des communautés côtières des zones à risque, telles que les tempêtes, l'érosion et les phénomènes météorologiques extrêmes sont de plus en plus intenses et fréquents, ce rôle revêt une importance croissante, les mangroves contribuent à réduire les dégâts provoqués par les tempêtes, les tsunamis et autres catastrophes. On peut dire que la Convention du patrimoine mondial est l'un des instruments internationaux les plus efficaces pour protéger les sites naturels exceptionnels de la planète, par leur beauté naturelle ou leur valeur scientifique, leurs écosystèmes uniques et géologiques. La Convention de diversité biologique internationale d'environ 100 km² (plus que la superficie de plus de 250 sites terrestres et maritimes dans plus de 100 pays, et bien que les mangroves subsistent dans la Liste du patrimoine mondial, celle-ci protège actuellement un échantillon extrêmement précieux de biodiversité naturelle.

En fait, les zones humides végétales, telles que les mangroves, sont menacées, polluées et dégradées en raison du changement climatique et du développement humain, averti le rapport des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), à l'occasion de la Journée mondiale des zones humides. Ces zones, telles que les mangroves et les marais, comptent parmi les écosystèmes les plus riches en faune de la planète. Les mangroves peu profondes et leur vie végétale soutiennent de tout — des poissons aux canards en passant par les oiseaux — et réduisent l'impact des inondations et des eaux polluées et séquestrent le carbone jusqu'à 55 fois plus vite que les forêts

tropicales humides. Le PNUE souligne qu'environ 35% des zones humides du monde ont été perdues entre 1970 et 2015. Aussi, selon l'élévation du niveau de la mer causée par la crise climatique, entre 20% et 90% des zones humides côtières actuelles pourraient disparaître d'ici la fin du siècle.

INVESTIR POUR PROTÉGER LES ÉCOSYSTÈMES PRIORITAIRES

Malgré les meilleurs efforts de nombreux gouvernements pour protéger et restaurer ces espaces naturels, le PNUE a souligné le besoin urgent de restaurer les zones humides. «Nous devons arrêter les politiques et les subventions qui encouragent la déforestation et la dégradation des zones humides de la source à la mer et promouvoir leur restauration urgente, conformément à la Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes», a déclaré Leticia Carvalho, responsable de la branche des Eaux marines et douces du PNUE.

Mme Carvalho a appelé à «orienter et stimuler les investissements pour protéger les écosystèmes prioritaires, tels que les tourbières, et encourager le secteur privé à s'engager dans des chaînes d'approvisionnement sans déforestation et sans drainage des tourbières». Parmi les exemples phares d'initiatives de conservation des zones humides, le PNUE cite en exemple le développement de villes d'éponges émergentes en Chine et la restauration du Great North Bog soutenue par le gouvernement au Royaume-Uni, une zone importante pour le stockage du carbone et de l'eau. La recherche montre que des efforts accélérés pour conserver et restaurer les zones humides sont cruciaux car la triple crise planétaire du changement climatique, de la perte de la nature et de la biodiversité ainsi que de la pollution et des déchets, amplifie les effets de la dégradation des zones humides, souligne le PNUE.

Un financement adéquat et une volonté politique sont toutefois essentiels ajoute l'agence colombienne, précisant que «les objectifs en matière de climat, de biodiversité et de dégradation des terres seront hors d'atteinte à moins que les investissements dans des solutions fondées sur la nature n'atteignent rapidement 384 milliards de dollars par an d'ici 2025». L'assèchement et la dégradation des tourbières libèrent des quantités massives de dioxyde de carbone et contribuent à environ 4 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre d'origine humaine. «Nous sommes en train de passer à côté d'occasions pour protéger les services fournis par les zones humides dont les sociétés dépendent pour un avenir durable», a déclaré Mme Carvalho.

«Nous devons intensifier la solidarité internationale, le renforcement des capacités et le financement sans plus tarder», a-t-elle affirmé. Récemment, les législateurs de la province de Tierra del Fuego, en Argentine, ont adopté une loi visant à protéger en permanence la péninsule accidentée de Mitre. Ce coin reculé abrite des forêts de varech sous-marines et l'un des plus grands complexes de tourbières de l'Amérique du Sud. Combinés, ces deux écosystèmes puissants constituent le plus grand puits de carbone du pays. La création de la nouvelle zone protégée, qui a à peu près la taille du parc national du Grand Canyon aux États-Unis, est une étape importante dans la lutte contre la crise climatique, selon les experts.

Le succès en Argentine est une petite bonne nouvelle pour les tourbières, qui représentent environ la moitié des zones humides végétalisées intérieures du monde. Selon l'évaluation mondiale des tourbières soutenue par le PNUE, la Terre perd 500.000 hectares de tourbières par an, une superficie presque deux fois plus grande que la capitale



tentaculaire de l'Égypte, Le Caire. L'assèchement et la dégradation des tourbières libèrent des quantités massives de dioxyde de carbone et contribuent à environ 4% des émissions mondiales de gaz à effet de serre d'origine humaine, met en garde l'agence des Nations Unies pour l'environnement.

LA TERRE A DÉJÀ PERDU 20 % DE SES ZONES HUMIDES EN 300 ANS !

Selon une récente étude, publiée dans le site Futura Sciences, la Terre a perdu un cinquième de ses zones humides depuis 1700, soit l'équivalent de la taille de l'Inde ! Un bilan inquiétant, mais qui pourrait s'améliorer grâce à la restauration d'une grande partie d'entre elles. Les zones humides participent activement au cycle du carbone, permettent de rendre des terres fertiles et sont capables de filtrer certains polluants de l'eau. Primordiales pour la conservation de la biodiversité, elles abritent près de 40 % des espèces sur Terre qui y vivent où se reproduisent. Mais elles déclinent depuis déjà trois siècles, selon une étude récemment sortie dans Nature. Pour la première fois, des chercheurs ont effectué un bilan exhaustif de la disparition des différentes zones humides à travers le monde : tourbières, marais ou encore marécages.

Ils ont noté une perte d'environ 21 % de zones humides (comprise entre 16 et 23 %) dans le monde depuis 1700, majoritairement pour devenir des terres cultivées. Le bilan se révèle moins négatif, bien qu'il totalise une zone de la taille de l'Inde ! Ces disparitions ne sont pas uniformément réparties, et certains pays ont déjà perdu 50 % de leurs zones humides, voire plus. Les États-Unis, l'Europe, l'Inde, la Chine, le Japon et l'Asie centrale et du Sud-Est enregistrent, quant à eux, des pertes supérieures à 50 %, si bien que, jusqu'à présent, il était communément admis que cette valeur était la même que dans le monde.

Les tourbières sont des zones humides qui stockent de la matière organique. Elles représentent 3 % des surfaces émergées, mais stockent 30 % du carbone présent dans les sols. Mais tout n'est pas perdu ! L'étude se concentre sur la quantification des pertes jusqu'à 2020, mais un article de The Conversation rebondit sur le sujet, en citant des initiatives encourageantes. Certains pays ont en effet adopté des politiques «aucune perte nette» visant à restaurer chaque habitat détruit. Un réseau de zones humides en Floride est en pleine reconstruction depuis 35 ans, le plus grand et le plus coûteux projet de restauration au monde. De plus, «le Royaume-Uni a promis d'interdire la vente de composts à base de tourbe pour les producteurs amateurs d'ici

2024», explique l'article. Dans ce pays, ici, des castors ont été réintroduits dans certains endroits : en fabriquant des barrages, ces rongeurs créent des zones humides, réduisent les effets des inondations, et stimulent la faune de la région !

INITIATIVE POUR RESTAURER 300.000 KM DE RIVIÈRES EN AFRIQUE ET AUX AMÉRIQUES

Plusieurs pays d'Afrique et d'Amérique latine ont lancé en 2023 une initiative «historique» visant à restaurer 300.000 km de rivières d'ici 2030 ainsi que des lacs et des zones humides, dégradés par les activités humaines. Ce «Défi pour l'eau douce», mené par une coalition de gouvernements qui inclut notamment la Colombie, la République démocratique du Congo, le Mexique ou le Gabon, a pour objectif de restaurer, d'ici 2030, 300.000 km de rivières, soit environ «7 fois le tour de la Terre», et 350 millions d'hectares de zones humides, soit à peu près la superficie de l'Inde.

Cette initiative, «la plus importante de l'histoire pour la restauration des rivières et des zones humides», appelle tous les gouvernements à se fixer des objectifs nationaux en la matière pour restaurer la bonne santé des écosystèmes d'eau douce cruciaux pour les besoins en eau de l'humanité et pour la biodiversité.

Alors que les pénuries d'eau se généralisent à travers le monde, sous l'influence d'une surconsommation, des pollutions et du changement climatique, les écosystèmes d'eau douce sont parmi les plus menacés de la planète. «Le signe le plus clair des dégâts que nous avons causé et que nous continuons à causer à nos rivières, lacs et zones humides est la chute hallucinante de 83% d'espèces d'eau douce depuis 1970», a commenté dans le communiqué Stuart Orr, de WWF, espérant que cette initiative puisse «inverser» la tendance. «Des rivières, des lacs et des zones humides en bonne santé soutiennent nos sociétés et nos économies, mais sont systématiquement sous-évalués et négligés», a commenté Inger Andersen, patronne de l'ONU-Environnement, saluant l'engagement de cette coalition de pays. «Alors que les États se sont engagés à restaurer un milliard d'hectares de terres, le défi pour l'eau douce est un premier pas crucial pour attirer l'attention nécessaire sur les écosystèmes d'eau douce», a-t-elle ajouté. «Les écosystèmes d'eau douce en bonne santé sont capitaux pour la sécurité de l'eau et la sécurité alimentaire, tout en s'attaquant à la crise du climat et de la nature, et encourageant un développement durable», a commenté de son côté Martha Delgado Peralta, sous-secrétaire aux Affaires multilatérales du Mexique.

Par Amel B. et Agences

NIGERIA

LE GOUVERNEMENT ANNONCE LA REPRISSE DU PROJET FERROVIAIRE PORT HARCOURT-MAIDUGURI INTERROMPU FAUTE DE FINANCEMENT

Pour le Nigeria, la relance des chemins de fer s'inscrit dans la perspective de reconfigurer le système de transport suivant un modèle multimodal, mais aussi de repositionner le pays en tant que zone de transit pour le Niger dont les volumes ont été détournés vers les ports voisins. Le ministère des Transports du Nigeria a récemment annoncé la reprise de la construction de la ligne ferroviaire Port Harcourt-Maiduguri dont les travaux sont à l'arrêt depuis 2021 faute de financement.

Cette reprise intervient quelques mois après la promesse faite par la Chine en octobre dernier de refinancer la poursuite des travaux, après s'être préalablement désisté en tant que bailleur principal du projet. La China Civil Engineering Construction Corporation (CCECC) est l'entreprise qui a obtenu le contrat pour le projet alors que sa filiale China Railway Construction Corporation a été mandatée pour réaliser les travaux.

Actuellement, les travaux ont redémarré dans l'État d'Abia, dans l'est du pays, selon le ministère. Ce projet de chemins de fer, conçu pour raccorder les ports maritimes, devrait relier 12 États du pays et aider à dynamiser le commerce transfrontalier entre de l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale. A terme, cette liaison sera raccordée à la ligne SGR Lagos-Kano, dont la construction reliera le centre-ville de Lagos aux régions septentrionales du pays, avec une extension prévue jusqu'à la ville de Maradi dans le Centre-Sud du Niger. Deux bretelles du réseau, les axes Abuja-Kaduna et Lagos-Ibadan, sont déjà achevées et opérationnelles. Le projet SGR quant à lui servira selon les autorités nigérianes à relier les grands pôles de production non pétroliers du pays, notamment les bassins agricoles aux installations portuaires.

In Agence Ecofin

NATIONS UNIES

Les combats au Soudan ont fait plus de 13 000 morts

Les Nations unies ont annoncé, dernièrement, que les combats entre l'armée soudanaise et les Forces de soutien rapide ont fait plus de 13 000 morts et près de 26 000 blessés depuis le 15 avril dernier.

C'est ce qui ressort d'un communiqué du Bureau des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA). "Plus de 13 100 personnes ont été tuées et près de 26 51 autres ont été blessées dans tout le pays depuis que les combats ont éclaté pour la première fois entre l'armée soudanaise et les Forces de soutien rapide le 15 avril, alors que neuf mois

plus tard, près de 7,6 millions de personnes ont fui leurs foyers et se sont réfugiées à l'intérieur et à l'extérieur du Soudan", a détaillé le communiqué. Et d'ajouter, "6,1 millions de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays et près de 1,5 million de personnes ont fui vers les pays voisins depuis le 15 avril dernier". Le 7 décembre, les Nations unies ont déclaré que plus de 12 000 personnes ont été tuées dans la guerre en cours entre l'Armée et les Forces de soutien rapide depuis la mi-avril.

In Agence Anadolu

SÉNÉGAL

Le guichet unique d'enlèvement des marchandises sera étendu à tout le secteur portuaire dès février

L'objectif de cette opération est, entre autres, d'améliorer l'efficacité du Port autonome de Dakar (PAD), d'optimiser les recettes générées par la plateforme portuaire et de faciliter les procédures pour les opérateurs économiques.

Le Sénégal poursuit la numérisation de ses services administratifs. Un secteur important de l'économie sénégalaise, qui a amorcé sa numérisation, passe une étape importante dans le processus. Les autorités sénégalaises vont étendre le Guichet unique dématérialisé d'enlèvement (GUDE) des marchandises à tous les acteurs du secteur portuaire dès le 1er février. L'objectif est, entre autres, d'améliorer l'efficacité du Port autonome de Dakar (PAD), d'optimiser les recettes générées par la plateforme portuaire et de faciliter les procédures pour les opérateurs économiques. « Ce nouveau dispositif de dématérialisation des procédures d'enlèvement permettra aux opérateurs de gagner du temps et d'économiser des ressources, tout en



contribuant à la réduction des coûts pour l'Etat et les consommateurs. Cette avancée va également favoriser la prévisibilité des opérations », a indiqué Makhtar Lakh, secrétaire général du ministère du Commerce, de la Consommation et des Petites et moyennes entreprises. Le GUDE est le fruit de la collaboration

entre le PAD, la direction générale des douanes et la Communauté des acteurs portuaires. Après l'étape de la généralisation à tous les acteurs du secteur, le dispositif s'étendra dans les trois prochains mois à d'autres services tels que le transit, l'export ou encore les transferts dans les aires de dédouanement exté-

rieur au PAD. La mise en service du GUDE s'inscrit dans le cadre de la transformation numérique en cours dans le secteur public au Sénégal. Bien que la transition numérique suit son cours, de nombreux services sont encore en retrait de cette révolution technologique dans les administrations publiques du pays. Plus tôt dans le mois, la direction générale de la comptabilité publique et du Trésor (DGCPT) a lancé le service de paiement en ligne des amendes routières. En novembre dernier, c'est Sénégal Numérique, la société nationale chargée de la gestion des infrastructures numériques de l'Etat, qui s'est associée à l'Aéroport international Blaise Diagne pour la numérisation de tous les aéroports du pays de la Teranga.

In We Are Tech Africa

TUNISIE

La production d'huile d'olive estimée à 220 000 tonnes

La production d'huile d'olive est située entre 210 000 tonnes et 220 000 tonnes, contre 217 000 tonnes, durant la saison écoulée, d'après des données, publiées mercredi dernier, par l'Observatoire National de l'Agriculture (ONAGRI). Cette production est extraite d'une récolte d'environ

1.05 million tonnes à 1.1 million tonnes d'olives.

La Tunisie compte 1625 huileries, dont seulement 931 sont fonctionnelles, à la date du 11 janvier 2023, soit une capacité globale quotidienne de l'ordre de 38 mille tonnes, d'après la même source. Le taux

d'extraction d'huile varie d'une région à une autre, avec une moyenne nationale située entre 13% et 31%. Le taux d'extraction oscille entre 13% et 28%, au nord, entre 18% et 23% au centre ouest et entre 19% et 23% au Sahel.

In African Manager

GUINÉE

Le réseau télécoms de MTN connaît des perturbations en raison de pannes d'électricité

MTN dessert 3,2 millions de clients en Guinée. La société contrôle 15 % de part du marché de la téléphonie mobile (postpayé), contre 84 % pour Orange et 1 % pour Cellcom.

La société télécoms MTN Guinée a annoncé, le vendredi 2 février, que son réseau connaît des perturbations dans la capitale Conakry, ainsi que dans certaines régions à

l'intérieur du pays. La société attribue ces pannes aux difficultés auxquelles elle fait face actuellement concernant la disponibilité de l'énergie électrique.

« Nous rassurons l'ensemble de notre aimable clientèle que des dispositions ont été prises avec le support de nos équipes techniques pour continuer à assurer notre engagement à fournir un service de qualité

», a déclaré la filiale de MTN Group dans un communiqué. Les difficultés d'accès à l'énergie électrique mentionnées par MTN Guinée sont liées aux délestages qui ont cours dans le pays depuis quelques semaines, suite à l'explosion du principal dépôt d'hydrocarbures de Kaloum survenue en décembre dernier.

In Agence Ecofin

CAMEROUN

Le cacao rapporte en moyenne 400 milliards FCFA par an à l'Etat, selon le ministre du Commerce

Le Cameroun est le 4ème producteur mondial de cacao et le 3ème africain derrière la Côte d'Ivoire et le Ghana, mais devant le Nigeria. La majeure partie de cette production cacaoyère concentrée en Afrique de l'Ouest est cependant directement exportée vers des pôles de transformation.

La vente du cacao camerounais rapporte en moyenne 400 milliards FCFA par an à l'Etat selon le ministre du Commerce Luc Magloire Mbarga Atangana qui évoque des « statis-

tiques actualisées » pour le secteur sans toutefois révéler si ces rentrées sont constantes.

D'après lui, le dernier prix enregistré pour le kilogramme de fèves (janvier 2024) est de 2 730 FCFA hors champ, contre 700 FCFA à la fin de la saison 2016-2017. Des coûts records, comme le confirme Investir au Cameroun. Le ministre ne croit toutefois pas que cette flambée des cours soit simplement due à la baisse de la récolte qui créerait une demande supérieure à

l'offre. Pour lui, « l'élément fondamental est celui lié à la qualité et aussi à l'organisation des marchés », et d'admettre un déficit de l'offre mondiale enregistré pendant les campagnes 2021-2022 et 2022-2023.

« La vraie explication tient à l'intérêt que le marché porte à la qualité du cacao, donc à l'origine Cameroun. Si cela ne tenait qu'au déficit, il aurait profité à toutes les origines de la même manière » a-t-il affirmé.

In Agence Ecofin

FOOT/TOURNOI FIFA SÉRIES 2024 :

L'Algérie face à la Bolivie le 22 mars

Cette compétition permettra au nouveau sélectionneur national de détecter les forces et faiblesses de l'équipe nationale et de tester les plans de jeu avant l'entrée en plein dans les éliminatoires de la Coupe du monde. Donc, de sérieux tests se présentent pour l'EN avec en particulier la confrontation avec l'Afrique du Sud qui vient de battre le Maroc en Coupe d'Afrique des Nations.

L'équipe nationale de football affrontera son homologue bolivienne, le vendredi 22 mars au stade olympique du 5-juillet d'Alger (22h00), à l'occasion de son premier match, comptant pour le Tournoi de la Fédération internationale (FIFA) Series 2024, prévu en Algérie du 18 au 26 mars prochain, a annoncé la Fédération algérienne (FAF) mercredi sur son



site officiel. Le match inaugural de ce tournoi se jouera le jeudi 21 mars entre l'Afrique du Sud et Andorre au stade du 19-mai 1956 d'Annaba (22h00), précise la même source. Les "Verts" défieront pour leur deuxième et dernier match de ce tournoi, les BafanaBafana de l'Afrique du Sud, le mardi 26 mars au stade Nelson-Mandela de Baraki (22h00), alors que la Bolivie sera opposée la veille (le lundi 25 mars, NDLR) à Andorre au stade du 19-mai 1956 d'Annaba (22h00). La sélection d'Andorre a remplacé l'Albanie qui

devait prendre part à ce tournoi. Les Albanais, qualifiés pour le prochain Euro-2024 en Allemagne, affronteront le 26 mars la Suède à Stockholm "L'Algérie a eu le privilège d'être désignée par la FIFA pour organiser cette première édition de ce tournoi international, qui sera organisé sous l'égide de l'instance internationale", avait affirmé à l'APS le président de la FAF Walid Sadi, dans une déclaration accordée en décembre dernier. La sélection algérienne, qui reste sur une élimination sans gloire dès le premier

tour de la CAN-2023 (remplacée à 2024) qui se déroule en Côte d'Ivoire, se trouve sans sélectionneur, après la décision de la FAF de se séparer de Djamel Belmadi. Ce tournoi international se jouera durant la date de la FIFA, en pleine période du mois sacré du Ramadhan. Pendant cette date FIFA, les sélections africaines mal classées seront au rendez-vous avec le début du tour préliminaire des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2025.

Programme du tournoi FIFA Series 2024 :

Jeudi 21 mars : Au stade du 19-mai 1956 d'Annaba : Afrique du Sud - Andorre (22h00)
Vendredi 22 mars : Au stade olympique du 5-juillet d'Alger : Algérie - Bolivie (22h00)
Lundi 25 mars : Au stade du 19-mai 1956 d'Annaba : Bolivie - Andorre (22h00)
Mardi 26 mars : Au stade de Nelson-Mandela de Baraki : Algérie - Afrique du Sud (22h00).

R. S.

COUPE D'ALGÉRIE :

QUALIFICATION DE LA GRANDE MAJORITÉ DES ÉQUIPES DE LIGUE 1 ET LIGUE 2

La hiérarchie a été majoritairement respectée vendredi, lors des premiers matchs des 32es de finale de la Coupe d'Algérie (seniors/messieurs) de football, avec la qualification de la quasi-totalité des grosses cylindrées, aussi bien de Ligue 1. A l'instar du MC Alger, du Paradou AC, de l'ES Sétifet l'ASO Chlef, que celles de L2 à l'instar de l'Olympique Akbou, l'AS Khroub, l'USM Annaba, le GC Mascara ou encore l'ASM Oran Même le fait de jouer en déplacement n'a pas vraiment été un handicap pour ces clubs de renom, ayant pour beaucoup réussi à ramener la qualification hors de leurs bases, à commencer par le Mouloudia d'Alger et le Paradou AC, vainqueurs respectivement (2-0) chez le NRB Teleghma et (1-0) chez l'IRB Ouargla. Ce qui fut également le cas pour l'Entente de Sétif et l'ASO Chlef (tenant), ayant ramené leurs qualifications en déplacement contre respectivement de chez le NRB Tazoughert (2-1), et l'AB

Barika sur le même score (2-1). Même les grosses cylindrées de Ligue 2 ont pour la plupart fait honneur à leur statut, en sortant victorieuses de ces 32es de finale, comme cela a été le cas pour le GC Mascara, ayant dominé le MB Hassi Messaoud (2-1), au moment où le leader incontesté du Groupe Centre-est l'Olympique Akbou est allé chercher sa qualification de chez le CR Béni Thamou (1-0). D'autres équipes de Ligue 2 amateur à l'instar de l'US Chaouia, l'USM Annaba et l'ASM Oran ont bénéficié d'un tirage au sort favorable lors de ces 32es de finale de la Coupe d'Algérie pour valider leurs billets. Les matchs de vendredi ont été marqués par un seul duel entre clubs de l'élite, en l'occurrence US Souf - ES Ben Aknoun, et qui a tourné finalement à l'avantage des Algérois (1-3). Si les scores étaient équilibrés dans la plupart des rencontres suscitées, certains clubs ont réussi un véritable carton, comme cela a été le cas pour la JS Azazga et l'AS

Khroub, ayant littéralement atomisé l'US Tébessa et le CRB Henaya avec le même score de cinq buts à zéro. De son côté, et malgré l'avantage du terrain, le NA Hussein-Dey a souffert le martyr pour venir à bout du WA Mostaganem, également sociétaire du Groupe Centre-ouest de la Ligue 2 amateur. Cette confrontation s'est soldée par un nul (1-1) et il a fallu recourir à la traditionnelle séance de tirs au but pour les départager. La chance a fini par sourire aux Sang et Or, l'ayant emporté (4-2), gagnant au passage le droit de poursuivre leur aventure dans l'épreuve populaire. Les péripéties de ces 32es de finale de la Coupe d'Algérie se poursuivront samedi, avec le déroulement de douze autres matchs, dont quelques duels intéressants, notamment, MC Oran - CR Beni Thour, USM Khenchela - WO Boufarik et WA Tlemcen - USM Blida, entre deux anciens pensionnaires du championnat élite.

APS

FOOT : COUPE DES JEUNES TALENTS

58 sélections de wilaya attendues en juin prochain à Oran

Cinquante-huit (58) sélections de wilaya des moins de 14 ans (nés en 2010) prendront part à la première édition de la Coupe des jeunes talents de football prévue du 22 juin au 4 juillet 2024, a-t-on appris auprès du Directeur Technique National (DTN) de la Fédération Algérienne de Football (FAF), AmeurMansoul. Le DTN a souligné que dans le cadre de la nouvelle orientation de la FAF et de la DTN, "l'instance fédérale accorde une grande importance aux jeunes joueurs natifs de 2010, en vue de leur

participation à la Coupe d'Algérie des jeunes talents, en demandant à toutes les ligues du pays de constituer une sélection de wilaya, en prévision de cette compétition qu'abritera Oran du 22 juin au 4 juillet", a ajouté Mansoul. Selon le même responsable, "l'opération de détection des jeunes talents nés en 2008, 2009 et 2010 a débuté durant les championnats d'hiver dans la plupart des ligues de wilaya et régionales, dont l'encadrement a été confié aux directeurs techniques régionaux et

de wilaya". Cette opération de détection consiste à la formation des sélections de Wilaya à partir desquelles seront constituées les sélections nationales des jeunes catégories à court et moyen termes, en application de la nouvelle stratégie de la FAF et en étroite collaboration avec la DTN. Le technicien AmeurMansoul a encore souligné que "la sélection des moins de 14 ans (U14) bénéficiera d'un intérêt particulier de la part de l'instance fédérale et de la direction technique afin de la préparer lors

des trois prochaines années aux éliminatoires de la CAN-2027, des moins de 17 ans (U17), qualificative au Mondial de la catégorie". L'objectif de la FAF consiste à préparer l'ossature des sélections nationales des catégories d'âge (2008, 2009 et 2010), afin qu'elles soient prêtes aux échéances internationales fixées par la Fifa qui a adopté une nouvelle stratégie visant à organiser chaque année, une Coupe du Monde (toutes catégories d'âge) à partir de 2025.

APS

CAN 2023 :

LE RD CONGO BAT LA GUINÉE (3-1) ET PASSE EN DEMI-FINALE

ABIDJAN - Menée au score mais plus entreprenante que son adversaire, la République démocratique du Congo a arraché sa qualification pour les demi-finales de la Coupe d'Afrique des nations (CAN), vendredi à Abidjan, en venant à bout de la Guinée (3-1). Les Guinéens avaient ouvert le score à la 21e minute sur pénalty mais les Léopards ont égalisé six minutes plus tard avant de faire la différence en seconde période avec deux buts supplémentaires. En demi-finale, ils affronteront le Mali ou le pays organisateur, la Côte d'Ivoire, alors que le Nigeria, qualifié contre l'Angola (1-0) un peu plus tôt, défiera le Cap-Vert ou l'Afrique du Sud.

APS

LE NIGERIA BAT L'ANGOLA (1-0) ET SE HISSE DANS LE DERNIER CARRÉ

Le Nigeria, favori du premier quart de finale de la Coupe d'Afrique des nations, n'a pas forcé son talent pour battre l'Angola 1-0 et se qualifier pour le dernier carré de la compétition, vendredi au stade Félix Houphouët-Boigny à Abidjan. Les Super Eagles, triples champions d'Afrique, impressionnants contre le Cameroun au tour précédent (2-0), ont fait la différence en fin de première période par Ademola Lookman, bien servi par Moses Simon (41e). Le Nigeria affrontera mercredi le vainqueur du quart de finale opposant les deux révélations de cette CAN, le Cap-Vert et l'Afrique du Sud, programmé samedi.

APS

CAN 2024 DE FUTSAL :

Les Verts à pied d'œuvre à Misrata

La sélection nationale de Futsal a rallié mercredi après-midi la ville libyenne Misrata, en vue du match aller face à son homologue libyen, samedi à 19h00, comptant pour la première manche des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2024, a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF) sur son site officiel. "La délégation algérienne, conduite par Karim Kaced, membre du bureau fédéral chargé des sélections nationales, a été chaleureusement accueillie par des représentants de la Fédération libyenne de football et les autorités de la ville de Misrata dès son arrivée", précise la même source. En prévision de ce rendez-vous, le coach national Noredine-Benamrouche a retenu 15 joueurs. Skender Si Chaïb, arrivé au regroupement avec une blessure, a fini par déclarer forfait. "L'équipe algérienne a été conduite vers son lieu d'hébergement pour s'installer, prendre ses repères et se préparer à sa première séance d'entraînement en Libye", souligne la FAF. Le match retour aura lieu le samedi 10 février 2024 à 19h00 à Alger. Le vainqueur de cette double confrontation se qualifiera pour la phase finale de la CAN 2024 de futsal qui se jouera en avril 2024 dans un pays qui sera désigné prochainement après le désistement du Mozambique. Un total de 13 nations seront engagées lors des qualifications de la CAN 2024 de futsal.

APS

SIRAT BOUMEDIENE, UNE VIE D'ARTISTE

«Ch'aïb el-Khedim» ou la passion de la critique sociale

Qui de nous se souvient encore de ce « Ch'aïb el-Khedim », ould el-Kh'dim, el khemass ou de Djelloul Lefhaïmi qui court pour exorciser ses craintes et crier son indignation ?

Critique acide d'une société traversée par divers courants, sous les traits d'un Châaïb Lakhdim qui pose un miroir sans complaisance face à sa société, un peu à la manière d'un Rachid Ksentini ou d'un Buster Keaton, mais dans son style à lui, Sirat Boumediene aura marqué de tout son talent le théâtre algérien post-Ksentini et Bachetarzi.

La pièce « el Hammam », pour mater les rebelles et les indociles aura été magistrale, de même que sa pièce de vendeur de journaux, où, en jouant sur les mots des titres de journaux, il se permet une critique acérée de la société et du pouvoir en place, le tout enrobé dans cette élégance de style et cette hauteur du lexique qui laissait passer les choses les plus insensées ainsi habillés et maquillés, pour passer le plus habilement possible, sans soulever de vagues. Sirat Boumediene, comédien de génie, aura brillé à l'écran et sur les planches durant une courte et éclatante carrière qu'il aura partagé avec son public et les plus grandes figures du théâtre algérien. Parti trop tôt en 1995 alors qu'il n'avait que 48 ans, Sirat Boumediene avait voué sa vie entière à la scène et à l'actorat exprimant, sur les planches et à l'écran, son besoin viscéral de multiplier les interprétations et de créer sans cesse de nouveaux personnages pour analyser sa société dans un habillage comique avec d'autres grandes figures du 4e art algérien.

Né en 1947 à Oran, il avait débuté comme agent administratif du Théâtre régional de sa ville, avant que le grand dramaturge Ould Abderrahmane Kaki ne lui mette le pied à l'étrier en 1966 en le distribuant dans la célèbre pièce de théâtre «El Guerrab Wessalhine» grâce à laquelle une brillante carrière a débuté et une nouvelle étoile est apparue sur les planches.

Un autre fils prodige de la ville d'Oran va



également sceller une longue collaboration avec ce comédien d'exception, Abdelkader Alloula va lui confier des rôles dans «El Algue», «El Khobza», «Hammam Rabbi», «Litham», «Toufah», «El Meida» ou encore la célèbre «Ladjoued», une pièce qui va le mener, en 1986, aux Journées du théâtre de Carthage en Tunisie où il rafle le prix du meilleur comédien au célèbre acteur égyptien Abdallah Gheith.

Cette collaboration avec cette figure du théâtre de la Halqa va se poursuivre quand en 1990 Sirat Boumediene va rejoindre la coopérative «1er mai» créée par Abdelkader Alloula.

Avec la création de nombreuses coopératives de théâtres Sirat Boumediene va également rejoindre en 1992 le fameux «Théâtre de la Qalâa» qui comptait des

praticiens de renom comme les regrettés Sonia (1953-2018), Sakina Mekkiou de son vrai nom, Azzeddine Medjoubi (1945-1995) ou encore Mhammed Benguettaf (1939-2014).

A la même époque il entre dans les foyers des algériens avec la série «Aâyech Bel Haf» et son succès connu de tous «Châaïb Lekhdim» où il crée et interprète de très nombreux personnages pour montrer à la société ses propres tares et en analyser les phénomènes et l'évolution.

Au cinéma, le prodige avait fait sa première apparition sur les écrans en 1975, aux côtés des fameux Yahia Benmabrouk (1929-2004) et Hadj Abderrahmane (1940-1981) dans «L'inspecteur Tahar marque un but», avant d'être distribué dans des oeuvres comme «Sous les

condres» de Abdelkarim Baba Aïssa ou encore «Hassan Nya» réalisé par Ghaouti Ben Deddouche à la fin des années 1980 avec le grand Rouiched à l'affiche.

Il va également collaborer avec Belkacem Hadjadj dans «Le voisin» et malgré la maladie participer à un dernier film, «Le portrait», en 1994 avec, entre autres Fatiha Berber (1945-2015) et Omar Guendouz (1950-2021) sous la direction de Hadj Rahim (1934-2017).

Jusqu'à ses derniers jours, rongé par la maladie, Sirat Boumediene continuait de rendre hommage à son acolyte Abdelkader Alloula, assassiné en mars 1994 par la main de la violence terroriste, il avait rejoué de nombreuses fois ses œuvres sur les planches, avant de succomber à son mal le 20 août 1995.

I.Med Amine

AU SERVICE DE L'AMITIÉ ALGÉRO-AFRICAINE

«Radio culture» célèbre le 29^e anniversaire de sa création

«Radio culture», une chaîne thématique de la Radio algérienne, a célébré en fin de semaine, à Alger, le 29^e anniversaire de sa création, lors d'une cérémonie consacrée à la dimension africaine de la culture algérienne. «La dimension africaine de la culture algérienne, son prolongement historique et son appartenance à ce continent, sont consacrés à travers les programmes thématiques de Radio culture», a indiqué le directeur de Radio culture, Youcef Medjbour.

Représentant le Directeur général de la Radio Algérienne, Mohamed Baghali, son conseiller Salah Sayoud a salué l'intérêt des hautes autorités du pays pour le rayonnement culturel, politique et économique de l'Algérie en Afrique à travers la Radio Algérienne.

«Nous sommes conscients de l'importance de promouvoir le patrimoine culturel et civilisationnel de l'Algérie en Afrique et ailleurs», a relevé M. Sayoud, notant que «les médias ont aussi pour mission de consacrer les valeurs du vivre-ensemble et de la

paix». Il a rappelé, par ailleurs, la position et l'engagement constants de l'Algérie en faveur des causes justes à travers le monde dont la cause palestinienne.

Intervenant à l'occasion, le chercheur en patrimoine, Omar Hadadji a souligné que l'Algérie recèle un «patrimoine culturel important qui se prolonge dans l'histoire et l'espace africain».

Il a relevé, à ce titre, que l'Algérie et les pays de l'Afrique

notamment, ont été toujours «liés par un héritage culturel, religieux et civilisationnel, propagé grâce à ses savants à l'image de l'imam algérien Abdelkrim El Maghili».

Des déclamations poétiques en soutien au peuple palestinien, ont été données par le poète palestinien Raid Nadji. Donnant lecture à des extraits de (ses) textes poétiques, le poète a rendu

hommage à l'Algérie pour son soutien constant au combat du peuple palestinien et à sa résistance contre l'occupant sioniste.

Créée le 1er février 1995, Radio culture diffuse des informations culturelles en lien notamment à la littérature, la poésie, le théâtre, le cinéma et la musique.

I.M./avec Aps

COOPÉRATION CULTURELLE ALGÉRO-MALGACHE :

Mouloudji s'entretient avec la présidente de l'Assemblée nationale de Madagascar

La ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, s'est entretenue mardi à Alger, avec la présidente de l'Assemblée nationale de la République de Madagascar, Mme Christine Razanamasoa, indique un communiqué du ministère. La rencontre a porté sur «l'état et perspectives de la coopération dans le domaine culturel et artistique entre les deux pays, ainsi que les moyens de son

développement pour renforcer les liens d'amitié qui unissent les deux peuples, outre la nécessité de promouvoir les relations culturelles pour soutenir la coopération bilatérale», précise la même source.

Les deux parties ont souligné la nécessité de «lever le niveau des échanges et d'activer la coordination conjointe dans les différents fora aux niveaux régional et

international pour servir la culture des deux pays», ajoutant qu'elles ont convenu de «revoir et de renouveler l'accord de coopération culturelle entre les deux pays, et de se concentrer sur la création d'une nouvelle dynamique dans l'activation des échanges culturelles et l'organisation des événements culturels dans les deux pays», conclut le communiqué.

I.M./Agence

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
Ministère de L'hydraulique
Direction des ressources en eau de La Wilaya de Tipaza

Intitulé de l'opération : Fourniture des équipements électriques et électromécaniques pour les forages et les stations de pompage à travers la wilaya de Tipaza.
Projet: Fourniture des équipements électriques et électromécaniques pour les forages et les stations de pompage à travers la wilaya de Tipaza.

Numéro d'immatriculation fiscale : 099042015052736

Avis d'attribution Provisoire de Marché

Conformément aux dispositions de l'article 65 alinéa 2 du décret présidentiel 15/247 de la 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et délégation de service public, après l'étude et l'évaluation des offres, La direction des ressources en eau de la wilaya de Tipaza informe les entreprises ayant soumissionné dans le cadre de l'avis d'appel d'offres ouvert avec exigences de capacités minimales N°29/DRE/2023 pour objet Fourniture des équipements électriques et électromécaniques pour les forages et les stations de pompage à travers la wilaya de Tipaza. Paru aux quotidiens nationaux L'EXPRESS en date du 31/12/2023, suivant l'attribution du projet suite au tableau :

Numéro et intitulé du projet	Entreprise	Numéro d'immatriculation fiscale	Montant en TTC (DA)	Délai
Fourniture des équipements électriques et électromécaniques pour les forages et les stations de pompage à travers la wilaya de Tipaza.	SARL TAHERAOUI	099807024211756	26 742 870.00	Délai de livraison 10 jours

Les soumissionnaires peuvent introduire un recours auprès de la commission des marchés publics de la Wilaya de Tipaza au siège de la Wilaya, dans un délai de 10 jours à partir de la première parution du présent avis dans les quotidiens nationaux ou BOMOP. Si le dixième jour coïncide un jour de repos ou un jour férié, le délai du recours se reportera au jour de travail suivant. La direction des ressources en eau invite les autres soumissionnaires à se rapprocher de ses services dans un délai de trois (03) jours à partir de la première parution du présent avis pour consulter les résultats détaillés de l'évaluation des offres techniques et financières de leurs offres.

L'EXPRESS DU 04/02/2024

ANEP : N° 2416003163

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE BISKRA
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS
.000007019004951N.I.F :
Rue Ahmed Ouamane Biskra

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE
Concours National Restreint N°85/2023

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel N°15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public. La Direction des Equipements Publics de la Wilaya de Biskra, informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé au Concours National Restreint

N° 85/2023 Etude et Suivi pour la Réalisation d'un Collège Type 6 au niveau du site des 800 logements LLV à Biskra commune de Biskra, Wilaya de Biskra (Cité d'habitat Intégrées 2023). Publié aux quotidiens nationaux المجلات اليومية et L'Express ainsi que BOMOP, qu'après l'évaluation des offres l'étude et suivi est attribué provisoirement comme suit :

Désignation des Travaux	BET	NLF	La note globale Tech egrést	Montant de l'offre En (TTC)	Délais Etude Et suivi	Critères d'Evaluation
Etude et Suivi pour la Réalisation d'un Collège Type 6 au niveau du site des 800 logements LLV à Biskra commune de Biskra, Wilaya de Biskra (Cité d'habitat Intégrées 2023).	NEBBAR OMAR	17007120088172	76.31	23.660.000.00 DA	Etude 04 MOIS Suivi 24 MOIS	Meilleure Offre

Les soumissionnaires intéressés de prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres sont invités de se rapprocher de nos services, au plus tard trois jours à compter du premier jour de la publication du présent avis.

Les soumissionnaires contestant ces propositions, peuvent introduire leurs recours auprès de la commission des marchés de la wilaya de Biskra dans un délai de (10) jours à partir de la première publication du présent avis d'attribution provisoire du marché dans la presse quotidienne nationale ou BOMOP, si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date limite pour introduire un recours est prorogée au jour ouvrable suivant conformément à l'article 82 du décret présidentiel N°15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics.

L'EXPRESS DU 04/02/2024

ANEP : N° 2416003162

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA D'ALGER
CIRCONSCRIPTION ADMINISTRATIVE DE SIDI M'HAMED
COMME D'EL MOURADIA

N° 04...../2024

AVIS D'appel d'offres National ouvert avec exigences de capacités minimales

La commune d'el Mouradia lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacité minimales au profit des entreprises qualifiées Conformément à des articles 36,37,38 et 39 loi n° 23-12 du 05/08/23 fixant les règles générales relatives aux marchés publics et l'article 44 du décret présidentiel n° 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations du service public, l'appel d'offre national avec exigence de capacité minimales est ouvert aux entreprises ayant les capacités minimales définies ci-après : Les soumissionnaires admis à concourir sont ceux dont les capacités répondent aux critères sous cités :

1. Capacité professionnelle : Qualifiés à la catégorie 3 et plus, dont l'activité principale travaux bâtiment.
2. Capacité financière : Ayant réalisé un minimum de chiffre d'affaire supérieur ou égale à 15.000.000,00 DA moyen durant les trois dernières années 2020,2021,2022 visé par les services des impôts.
3. Capacité technique :
 - Référence professionnelles : ayant réalisé, durant les 05 dernières années, au moins :
 - Deux projets similaires (domaine du bâtiment), Les soumissionnaires doivent justifier leurs références par les attestations de bonne exécution, visés par les maîtres de l'ouvrage publics,

L'objet de l'avis d'appel d'offres portera sur :

Travaux de réfection et d'aménagement des mosquées de la commune d'El Mouradia en deux (02) Lots séparés

Lot 01 : Travaux de réfection et d'aménagement de mosquée EL BADR-Commune d'EL Mouradia-
Lot 02 : Travaux de réfection et d'aménagement de mosquée EL CHOUHADA-Commune d'EL Mouradia-
Les soumissionnaires admis à concourir dont les capacités répondent aux critères sous cités :
Les soumissions contiendront obligatoirement les pièces et documents en cours de validité exigés par la réglementation en vigueur. L'offre doit être présentée dans des plis séparés et cachetés portant la mention de « dossier de candidature » « offre technique » et « offre financière » à l'intérieur de la même offre, contre un montant de 3.000.00 da non remboursable, le pli extérieur doit être fermé et anonyme portant la mention suivante :

AVIS D'appel d'offres national ouvert avec exigences de capacités minimales
N° 04...../2024

Travaux de réfection et d'aménagement des mosquées de la commune d'El Mouradia en deux (02) Lots séparés

Lot 01 : Travaux de réfection et d'aménagement de mosquée EL BADR-Commune d'EL Mouradia-
Lot 02 : Travaux de réfection et d'aménagement de mosquée EL CHOUHADA-Commune d'EL Mouradia
« à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »
« soumission à ne pas ouvrir »

Les offres doivent être adressées à : Monsieur le président de l'assemblée populaire communale d'el Mouradia. 54 Rue Ali Haddad

A- Dossier de candidature :

- Une déclaration de candidature datée signée et paraphée selon le modèle ci-joint.
- Déclaration de probité signée et paraphée selon le modèle ci-joint.
- Les autres pièces exigées sont indiquées dans le cahier des charges.

B- Offre technique :

- le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté »
- Les autres pièces exigées sont indiquées dans le cahier des charges.

C- Offre financière :

- La soumission datée et signée et paraphée selon model ci-joint.
- Bordereau des prix unitaires.
- Détail estimatif et quantitatif.

La durée de préparation des offres est fixée à 10 jours à compter de la date de la 1ère publication de l'avis d'appel d'offres dans le BOMOP ou journaux. La date et l'heure limite de dépôt des offres correspondant au dernier jour de la durée de préparation des offres à 12h00.

Les soumissionnaires sont cordialement invités à assister à la séance publique d'ouverture des plis techniques et financiers le même jour à 13h00 au niveau du siège de la commune. Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant la durée de préparation des offres augmentée de trois mois.

L'EXPRESS DU 04/02/2024

ANEP : N° 2416003312

CRISE DES OPIOÏDES

Publicis devra verser 350 millions de dollars dans le cadre d'un accord avec la justice américaine

« Il s'agit du premier règlement avec une agence de publicité pour son rôle dans la crise des opioïdes », s'est réjouie la procureure de New York, Letitia James. L'épidémie a fait quelque 700 000 morts en un quart de siècle.

Le géant français de la publicité Publicis va payer aux Etats-Unis 350 millions de dollars (environ 320 millions d'euros) pour son implication dans la crise des opioïdes. C'est ce qui résulte d'un accord scellé, jeudi 1^{er} février, entre Publicis Health, filiale américaine de Publicis, et Letitia James, procureure de l'Etat de New York, qui menait les négociations au nom de tous les Etats et territoires américains. « Il s'agit du premier règlement avec une agence de publicité pour son rôle dans la crise des opioïdes », s'est réjouie Mme James. La crise sanitaire fut déclenchée par Purdue Pharma, proprié-

te de la famille Sackler, qui mit sur le marché en 1996 un opioïde très puissant et très addictif, l'OxyContin. Il le vendit auprès des médecins grâce à un marketing très agressif et provoqua, avec d'autres opioïdes, une épidémie faisant quelque 700 000 morts en un quart de siècle, alors que ce type de médicament, à l'origine, était destiné aux patients atteints d'un cancer en phase terminale.

Ce compromis, approuvé par un juge, permet d'éviter un procès qui se profilait notamment dans le Massachusetts, mais dans son communiqué, Letitia James met violemment en cause

Publicis. « Pendant une décennie, Publicis a aidé les fabricants d'opioïdes comme Purdue Pharma à convaincre les médecins de prescrire trop d'opioïdes, alimentant directement la crise des opioïdes et provoquant la dévastation de communautés à l'échelle nationale », déclare la procureure.

« Aucune somme d'argent ne peut compenser les vies perdues et les dépendances subies, mais avec cet accord, Publicis mettra fin à son comportement illégal et versera 350 millions de dollars pour aider nos communautés à se reconstruire », poursuit Mme James.

In Le Monde



MALGRÉ UNE PÉNURIE DE MAIN-D'ŒUVRE POURQUOI L'ALLEMAGNE FAIT FUIR LES TRAVAILLEURS QUALIFIÉS

Malgré une forte pénurie de main-d'œuvre, les expatriés se disent malheureux en Allemagne. "Die Zeit" est allé en rencontrer plusieurs pour comprendre leurs raisons. L'Allemagne, comme d'autres pays d'Europe, souffre d'une pénurie de main-d'œuvre. Dans ce contexte économique tendu et avec la montée de l'extrême droite en toile de fond, la presse allemande recueille souvent les témoignages d'étrangers très qualifiés qui travaillent en Allemagne mais sont déçus par leur expérience et veulent quitter le pays. Die Zeit a rencontré plusieurs expatriés dans ce cas. Nitya Shaik (il s'agit d'un nom d'emprunt) est une ingénieure indienne d'une trentaine d'années, issue de la classe moyenne et qui a vu dans l'expatriation la possibilité d'une ascension sociale. Mais aujourd'hui, "lorsque Nitya Shaik explique pourquoi elle souhaite quitter l'Allemagne de toute urgence, elle ne sait même pas par où commencer" tant les défis ont été nombreux. Elle a rencontré du racisme et de la misogynie quand elle cherchait un logement, le coût de la vie ne lui permet pas d'épargner, elle a du mal à trouver un médecin et souffre des obstacles administratifs pour rester en situation régulière. La barrière linguistique s'ajoute à tout cela, puisqu'il faut parler allemand mais que les bases ne suffisent pas du tout, notamment auprès de l'administration. La dernière étude du Monitor Racism, en 2022, le classement du Migrant Acceptance Index et la plus

récente étude de l'OCDE et de la Fondation Bertelsmann confirment la réalité du problème pour les étrangers et les personnes d'origine étrangère. D'ailleurs, selon le dernier classement InterNations, cité par le quotidien allemand, les travailleurs qualifiés étrangers en Allemagne affirment être les "plus seuls et les plus malheureux du monde". Ce constat est dressé par des expatriés éduqués, qualifiés, et souvent privilégiés, comme Richard Jensen, médecin, et sa compagne, Irina Mironow, consultante. Ils ont la double nationalité et ont quitté le Royaume-Uni pour Berlin en raison du Brexit, mais ils veulent désormais y retourner. Irina Mironow pointe du doigt la culpabilisation des mères qui travaillent plutôt que de s'occuper de leurs enfants.

Pourtant, l'Allemagne a réformé sa loi afin d'attirer plus d'immigration qualifiée. "Le niveau de revenu et la formation des personnes qui viennent dans le pays sont moins importants que leur expérience professionnelle, qui compte désormais davantage. Ce n'est plus seulement la famille nucléaire qui peut bénéficier du regroupement familial, mais aussi les parents et les beaux-parents", précise Die Zeit. Les étrangers pourront bientôt être naturalisés au bout de cinq ans au lieu de huit jusqu'ici. Reste malgré tout une grande méfiance envers une population pourtant recherchée.

In Courrier International

PUBLICITE

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة التكوين والتعليم المهنيين

نص الإعلان الصحفي

تعلن وزارة التكوين والتعليم المهنيين أن:

التسجيلات مفتوحة من يوم الأحد 07 جانفي 2024 إلى غاية يوم السبت 17 فيفري 2024 على مستوى كل المؤسسات التكوينية، وعبر الموقع الإلكتروني:

mihnati.mfep.gov.dz

- أيام الانتقاء والتوجيه: 18، 19، 20 فيفري 2024.

- الإعلان عن النتائج: يوم الخميس 22 فيفري 2024.

- الدخول الرسمي: يوم الأحد 25 فيفري 2024.

Communiqué

Le ministère de la formation et de l'enseignement professionnels informe :

- Inscriptions du dimanche 07 janvier 2024 au samedi 17 février 2024 au niveau des établissements de formation professionnelle, et en ligne

mihnati.mfep.gov.dz

- Journées de sélection et d'orientation: les, 18, 19, 20, février 2024

- Proclamation des résultats: jeudi 22 février 2024

- Rentrée officielle le: dimanche 25 février 2024.

Mots Croisés

	A	B	C	D	E	F	G	H
1								
2								
3								
4								
5								
6								
7								
8								
9								
10								
11								
12								

VERTICALEMENT


- A. Appareils de levage. Guide népalais.
- B. Rechigne à la tâche. Comme cela, il ne manque personne.
- C. Pas tout à fait fermée.
- D. Salut à César. Elle est sur les pistes. Île qui donne le ton.
- E. Achèvement d'une action. Ne réussit pas.
- F. Fleuve et lacs d'Irlande. Bonbon roux.
- G. Bons à jeter. Cuit à l'étouffée.
- H. Restauration d'une casserole. Sont bien à toi.

HORIZONTALEMENT

- 1. Il est inventif.
- 2. Met sens dessus dessous.
- 3. Pensionnat.
- 4. Conjonction. Multiplie par un million.
- 5. Petit anglais pour le thé. État-major.
- 6. Feuilletée. Gardien du PAF.
- 7. Punira.
- 8. Sur la mauvaise route.
- 9. Ville célèbre pour ses falaises.
- 10. Il est attendu après la tétée. Troubla.
- 11. Sentir mauvais. Épouse d'Adam.
- 12. C'est le meilleur. Personnel.

LES MOTS FLÉCHÉS

HAUTEUR D'UNE MONTAGNE	ABÎME	APPUYÉ SUR SON DERRIÈRE	CE N'EST PAS PLEIN SUD	AU DOS DU PÈRE NOËL	APPLIQUÉ	
FERMÉES	BEAU MÉTAL	ÉCOLE DES ÉLITES	AFFLUENT DU RHÔNE	CARRÉ DE TERRAIN	DÉSA-MORCÉE	
LIVRER	JOYEUSE	ÉVACUÉ PAR LES PORES	BOÎTE ADAPTÉE À SON CONTENU	C'EST LE MOMENT DE BRONZER	COURS D'EAU	
DÉFUNTE LADY	ÉCHANTILLONNAGE	NOTA BENE	CRUER	ASSEZ RICHES	À ELLE	
ACCÉSSOIRE DE GOLF	CES GENS-LÀ	NOTA BENE	PASSE DE VIE À TREPAS	DÉPLACÉ	DÉCHIFFRE DE NOUVEAU	AXES OPPOSÉS
CUBE À LANCER	EXPRES-SION DU DOUTE	JOUER DU TAM-TAM	BASE DE PÂTE	NATTÉE	ARRIVE À LA MATERNITÉ	OBTENUE APRÈS DEMANDE
OLU A ATTEINT LE DEGRÉ ZÉRO	IDÉE IRRÉALISABLE	PUPILLE	CONTENTE D'ELLE-MÊME	IL S'ÉCLAIRE DÈS LE PETIT MATIN	ILS PEUVENT ÊTRE MARTIAUX	




SIDOKU

		7	8		9	6		
	4		7		3		1	
		3	1	5	6	4		
5								1
	3	2		6		5	7	
1	7		5	8	4		3	6
	5							6
	2		6	3	7			9
7	9							4 8
1	2	3	4	5	6	7	8	9

MOTS MÊLÉS

AMPERE	BEURRE	DINGO	DRAGUEUR	EPISODE	EXIGU	FADO	GATEAU	GIRONDIN			
HADDOCK	LIGOTER	LIMAILLE	LISTEL	MAQUIGNON	MENU	ODEUR	PARCOURIR				
PINACLE	SIMIESQUE	TENDU	TRACTER	VAINCRE	VENDANGE	VERNIS	VIRE				
N	L	R	S	V	P	D	T	M	N	L	E
I	K	I	I	D	E	I	E	O	F	E	D
D	C	L	M	R	U	N	N	A	E	T	O
N	O	B	I	A	U	G	D	A	R	S	S
O	D	V	E	G	I	O	U	A	C	I	I
R	D	T	S	U	O	L	C	G	N	L	P
I	A	E	Q	E	R	T	L	R	I	G	E
G	H	A	U	U	E	R	E	E	A	X	E
A	M	P	E	R	E	V	E	R	V	P	E

16



- Alger 20°
- Ouargla 15°
- Oran 18°
- Constantine 19°

FADJR 06:20	DOHR 12:57	ASR 15:37	MAGHREB 17:56	ISHA 19:24
----------------	---------------	--------------	------------------	---------------

INAUGURATION DU 7^E SALON NATIONAL DE L'INFORMATION SUR LE CANCER

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a présidé, hier, l'inauguration de la 7^e édition du Salon national de l'information sur le cancer "Sican 2024". Cette manifestation de trois jours, organisée par le ministère de la Santé en collaboration avec l'association "El Amel" de lutte contre le cancer, se veut une opportunité pour s'informer de la prévention et de

la lutte contre cette maladie. A cet égard, le ministre de la Santé a fait état de la réalisation de "21 centres anti-cancer, auxquels s'ajouteront 4 autres d'ici 2025, ainsi que la décentralisation de la chimiothérapie qui est assurée au niveau local afin d'éviter les déplacements et assurer le rapprochement de la santé du citoyen". Après avoir rappelé que

la prévention constitue "l'essentiel du travail de proximité", M. Saihi a relevé que l'évolution de la pathologie "est moins importante dans notre pays qu'ailleurs", imputant ce constat à "la prise de conscience de la population quant à l'hygiène alimentaire et à l'obligation de l'activité physique dans le cursus scolaire".

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // DIMANCHE 4 FEVRIER 2024 // N°741 // PRIX 20 DA

ILS DISPOSENT D'UNE SÉRIE DE DOCUMENTS SUR DES CRIMES DE GÉNOCIDE PERPÉTRÉS À GHAZA

Des avocats algériens déposent plainte à la CPI

L'Union nationale des ordres des avocats (UNOA) a annoncé, vendredi 2 février, le dépôt de sa première saisine auprès du procureur général près la Cour pénale internationale (CPI) à La Haye (Pays-Bas), contre les individus impliqués dans le génocide perpétré à l'encontre du peuple palestinien.



En novembre dernier, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avait appelé tous ceux qui croient en les valeurs de la justice et les défenseurs des droits de l'homme à poursuivre en justice l'entité sioniste devant la Cour pénale internationale (CPI). Tebboune, exprimant son indignation face aux massacres abjects que subit le peuple palestinien, s'est insurgé face à l'absence de réaction d'une communauté internationale qui assiste impuissante. La saisine relative aux crimes de génocide s'appuie, selon un communiqué de l'Unoa, sur « un ensemble de documents collectés, comprenant nombre de photos et

de vidéos consignées qui prouvent les crimes, prises sur les lieux par des sources fiables et dont la crédibilité est reconnue, les références des déclarations officielles des chefs de l'occupation contenant des reconnaissances et des aveux des crimes commis et l'incitation même à cela ». Le dossier comprend également « un ensemble de documents officiels émis par des organes onusiens et des organisations internationales dont la neutralité et la probité sont reconnues, outre la décision historique de la Cour de justice internationale (CIJ), du 26 janvier 2024, ayant reconnu l'existence de

preuves suffisantes indiquant qu'un génocide a été commis dans les territoires occupés, et ordonné à l'occupant de prendre les mesures et les procédures conservatoires citées dans la décision avant de trancher cette affaire », y est-il ajouté. Selon l'Union, cette saisine émanant des recommandations d'une réunion tenue en Algérie intitulée « Justice au peuple palestinien », signées par l'Union nationale des ordres des avocats algériens, ainsi que par le Syndicat national des avocats algériens et les syndicats des avocats palestiniens, jordaniens, tunisiens et mauritaniens, vient « traduire et

consacrer l'appel du Président de la République, ainsi que les recommandations de l'AG ordinaire de l'UNOA tenue à Oran ». L'Union nationale des ordres des avocats algériens, ainsi que l'ensemble des organismes signataires de la saisine constituent « un collectif international pour la poursuite en justice de l'entité sioniste pour les crimes de guerre commis à Gaza », ajoute la même source qui invite tous les avocats, organismes et hommes épris de liberté dans le monde à « se joindre à cette alliance internationale pour la poursuite des mis en cause, et concrétiser des sanctions à leur rencontre en faisant triompher la justice internationale et l'humanité tout entière ». L'avocat français Gilles Devers, mandaté par la société civile et un collectif d'avocats de plusieurs pays pour déposer une plainte collective contre l'entité sioniste devant la Cour pénale internationale (CPI), avait indiqué, début novembre, que cette plainte « a toutes les chances d'aboutir », appelant toutefois les dirigeants du monde entier « à suivre la démarche du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune ».

Y.S.

PRIX INTERNATIONAL D'ALGER DE RÉCITATION ET DE PSALMODIE DU SAINT CORAN

PARTICIPATION DE PLUS DE 40 PAYS

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi, a annoncé, hier, la participation de plus de 40 pays à la 19^e édition du Prix international d'Alger de récitation et de psalmodie du Saint Coran, organisé sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Présidant une conférence placée sous le thème « L'enseignement coranique, expérience de vie » à Dar El Imam, M. Belmehdi a indiqué que cette « 19^e édition du concours a connu la participation de plus de 40 pays », ajoutant que « les représentants de 20 d'entre eux se sont qualifiés pour la phase finale prévue dimanche ». La cérémonie de distinction des lauréats est prévue pour la nuit d'Al Isra oua Al Miiraj (voyage nocturne et ascension du Prophète QLSSSL), a-t-il ajouté. A cette occasion, le ministre a rappelé les efforts consentis par « les enseignants du Saint Coran en Algérie », soulignant que « l'adhésion de milliers d'étudiants à la Miqraa électronique issus de près de 90 pays, se veut une preuve de la grande importance vouée par l'Etat au système d'enseignement coranique ». De son côté, le membre du jury de la précédente édition du concours, Islam Ben Fouzi Dachkine, de la Fédération de Russie, a affirmé que sa présence et sa participation à cette édition du concours, se veut « une sorte de reconnaissance envers les oulémas d'Algérie pour leur contribution à la préservation du legs d'enseignement coranique ». A cet égard, il a mis en avant que le parrainage des concours de récitation du Saint Coran par l'Etat algérien constituait « un véritable acquis et un privilège », exprimant son espoir « de tirer profit de l'expérience dont disposent les chouchoukh d'Algérie dans l'enseignement coranique ».

R.N.

DEUXIÈME ALLÉGEANCE À L'EMIR ABDELKADER

UNE ÉTAPE CONSACRANT LA LÉGITIMITÉ DE L'ÉDIFICATION DE L'ÉTAT ALGÉRIEN MODERNE

La deuxième allégeance (Moubayaâ) à l'Emir Abdelkader, qui a eu lieu le 4 février 1833, est considérée comme une étape historique cruciale ayant consacré la légitimité de l'édification de l'Etat algérien moderne, ont indiqué à l'APS des académiciens spécialistes de l'histoire de l'Algérie moderne et contemporaine de l'université Mustapha-Stambouli de Mascara.

Dans ce contexte, Dr Mokhtar Bounegab a affirmé à l'APS, à la veille de la célébration du 191^e anniversaire de cet événement historique, que la deuxième allégeance, qui a eu lieu à la mosquée Sidi Hassan de Mascara, a « consacré la légitimité du projet de l'Emir Abdelkader de l'édification de l'Etat algérien moderne ». L'enseignant-chercheur a précisé que cet acte historique constitue le point de départ effectif de l'Etat de l'Emir Abdelkader, qui s'est constitué par la légitimité à la suite de l'allégeance qui lui a été exprimée par la population. Dr Bounegab a déclaré que la deuxième allégeance constituait « la déclara-

tion de la naissance de l'Etat algérien moderne et le début de la résistance populaire contre le colonialisme français et, en même temps, la confirmation du jeune Abdelkader Ibn Mahieddine comme commandant du Djihad ». De son côté, Dr Bachir Hemaidi a souligné que cette allégeance a « attribué la légitimité au projet de l'Emir Abdelkader dans sa quête d'édification d'un Etat algérien doté d'institutions, d'un système juridique et d'une armée, qui a résisté, 17 années durant, à l'armée coloniale française ». Il a fait savoir que cet événement historique a confirmé la volonté et la détermination du jeune Emir de puiser sa légitimité populaire pour la conduite du Djihad contre le colonialisme français. Pour sa part, Dr Djaker Lahcen, du même établissement universitaire, a abondé dans le même sens, en affirmant que la deuxième allégeance constituait « un référendum populaire libre, à la faveur duquel le peuple algérien avait choisi de manière libre et responsable la personnalité à laquelle devait échoir la mission de

conduire la résistance du peuple contre le colonialisme de 1833 à 1858 ». Dr Djaker a, à cette occasion, exhorté les chercheurs ayant pour centre d'intérêt la personnalité de l'Emir Abdelkader, à intensifier les recherches scientifiques et historiques consacrées à la deuxième allégeance au fondateur de l'Etat algérien moderne. En prévision de la célébration du 191^e anniversaire de cet événement historique, la direction de la wilaya de Mascara de la Culture et des Arts a mis sur pied un programme riche et varié, comportant une exposition des ouvrages consacrés à l'Emir Abdelkader, ainsi que des conférences-débats devant aborder la même thématique. Par ailleurs, des sorties pédagogiques sur les sites historiques, témoins d'événements en lien avec la personnalité de l'Emir Abdelkader, sont également programmées au profit des élèves, des étudiants et des adhérents d'associations à caractère culturel, a-t-on fait savoir de même source.

APS